Analyse genre sur la SSR et la résilience climatique

Madagascar – régions ANOSY et DIANA

Avril 2021

Stella Harivola

Auteur

Stella Harivola – Consultante indépendante, avec CARE International UK
www.careinternational.org.uk

Remerciements

Cette analyse de genre a bénéficié des précieuses contributions de CARE International UK, CARE USA, MSI et Reproductive Choices in Madagascar.

Les opinions exprimées dans cette analyse de genre n'engagent que l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de CARE, de ses programmes ou de FCDO.

Photo de la page de couverture : Vue du village d'Ampasimbola.

Image : Cyril le Tourneur d'Ison / CARE

Contents

INTRODUCTION
1. Introduction et justification 1
2. Objectifs de l'étude 1
2.1. Objectif general 1
2.2. Objectifs spécifiques 1
3. Présentation de la zone d'étude 2
3.1. Choix des sites 2
3.2. Amboasary Atsimo : zone au sud-est de Madagascar 2
3.3. Ambanja : zone au nord-ouest de Madagascar 4
4. Méthodologie de l'étude 5
4.1. Cadre théorique de l'étude 5
4.2. Démarche opérationnelle de l'étude 6
5. Limites de l'étude 11
RESULTATS
1. La division sexuelle du travail 12
1.1. Liberté de décision par rapport au travail 12
1.2. Temps disponible au-delà du travail 13
1.3. Répartition des rôles productif, reproductif et des rôles communautaires 13
1.4. Conditions et rémunération du travail 14
2. La prise de décision au sein du ménage 15
2.1. Capacité à prendre des décisions pour soi-même, sa famille et son ménage 15
2.2. Normes en termes de prise de décisions 16
2.3. Dynamique de négociation et d'influence 17
3. Contrôle sur les actifs 18
3.1. Confiance en soi et pouvoir de négociation 18
3.2. Contrôle sur les actifs 20
3.3. Accès au travail et moyens de subsistance 20
4. L'accès aux services et aux espaces publics 24
4.1. La mobilité comme déterminant de l'accès aux services et aux espaces publics. 25
4.2. Accès aux différents services 27
4.3. Aide mutuelle et soutien/soin collectif 36
5. La participation dans la prise de décisions publiques 37
6. Contrôle du corps et des relations 40
6.1. Liberté de décisions par rapport à la SSR 40

6.2. Connaissance des droits de la santé de la reproduction 42
6.3. Idées autour de ce que signifie être “une femme” ou “un homme” signifie 44
6.4. Dynamiques liées à si et quand avoir des enfants 45
6.5. Pratiques autour du mariage 47
7. Violence basée sur le genre 49
8. Aspirations et estime de soi 50
8.1. Les facteurs qui influencent la bonne ou la mauvaise de soi 50
8.2. Aspirations 51
POINTS CLES, RECOMMENDATIONS ET CONCLUSIONS
1. Résumé des points clés 53
1.1. Division sexuelle du travail 53
1.2. Prise de décision au sein du ménage 53
1.3. Contrôle sur les actifs 54
1.4. L’accès aux services et aux espaces publics 54
1.5. La participation dans la prise de décisions publiques 55
1.6. Contrôle du corps et des relations 55
1.7. Violence basée sur le genre 56
1.8. Aspirations et estime de soi 56
2. Recommandations 56
2.1. Recommandations liées à la capacité d’action (Agence) 56
2.2. Recommandations liées aux structures 57
2.3. Recommandations liées aux relations 58
3. Conclusion 59

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de la population cible des focus group selon le sexe et le statut 10
Tableau 2: Répartition de la population cible des focus group selon le sexe, l'âge et le statut 10
Tableau 3: Répartition des focus group dans les communes rurales de Tanandava et de Sampona . 10
Tableau 4: Répartition des entretiens individuels dans le Sud 10
Tableau 5: Répartition de l'organisation du travail entre les sexes dans la culture du manioc dans le Sud 13
Tableau 6: Répartition selon le sexe des rôles productif, reproductif et communautaires 14
Tableau 7: Normes en termes de qui réalise et qui prend les décisions selon la valeur des tâches au niveau du ménage dans le sud..... 16
Tableau 8: Accès et contrôle sur les facteurs d'influence du pouvoir de négociation dans le sud 19
Tableau 9: Répartition des moyens de subsistances selon la saison sèche et la saison des pluies dans les sud..... 21
Tableau 10: Répartition des revenus mensuels dans le sud 21
Tableau 11: Les moyens de subsistance des populations dans le Nord 22
Tableau 12: Moyen de subsistance et stratégie d'adaptation en fonction des revenus dans le Sud ... 24
Tableau 13: Répartition des centres de santé au niveau des communes rurales dans le Sud 28
Tableau 14: Répartition des centres de santé au niveau des communes rurales dans le Nord..... 29
Tableau 15: Facteurs liés à l'accès à l'offre de services de santé et choix alternatives 29
Tableau 16: Répartition des points d'eau dans le Sud..... 32
Tableau 17: Répartition des points dans le Nord 33
Tableau 18: Répartition des écoles dans les trois communes d'interventions de Blue Venture dans le Nord 34
Tableau 19: Répartition des écoles dans les communes de Sampona et de Tanandava au Sud 35
Tableau 20: Leadership dans les initiatives et les services prioritaires dans le Sud, à Sampona..... 38
Tableau 21: Répartition de la prise des décisions relatives au SSR et facteurs d'influence dans le Sud 41
Tableau 22: Répartition selon l'âge et le sexe concernant les questions de SSR dans les Nord et le Sud 46
Tableau 23: Aspirations des hommes et des femmes dans le Sud 51

Liste des figures

Figure 1: Carte du district d'Amboasary Atsimo 3
Figure 2:Carte du district d'Ambanja 4
Figure 3:Cadre d'analyse genre 5
Figure 4: Domaines d'enquête du cadre d'analyse genre..... 6
Figure 5: Focus Group Hommes sur «Qui fait quoi? Qui contrôle quoi?», Sampona..... 12
Figure 6: Cartographie Tanandava 27
Figure 7: Cartographie Sampona 28
Figure 8: Focus group avec les femmes sur l'Accès aux services et prise de décisions..... 38

Introduction

1. Introduction et justification

Dans le contexte actuel du changement climatique global, les situations de crises induites par ce phénomène touchent beaucoup plus les femmes et les filles qui voient leur vulnérabilité accrue et leur capacité d'adaptation et de résilience réduite. Donner un choix aux filles et aux femmes en matière de santé sexuelle et reproductive permet de soutenir leur résistance à faire face aux chocs et facteurs de stress provoqués par le changement climatique. C'est pourquoi le programme ASPIRE souhaite *«accroître la résilience des communautés touchées par le changement climatique grâce à des programmes intégrés de santé sexuelle et reproductive, de conservation et moyens de subsistance »*.

Ce programme sera mis en œuvre dans 3 pays dont Madagascar, avec le concours de plusieurs partenaires qui sont MSI Reproductive Choices, Care International UK, Blue Ventures, ThinkPlace et l'Itad. Le programme adopte une approche innovante en utilisant l'approche «Population, Santé et Environnement» (PSE), dont l'objectif est de «renforcer la résilience par des approches intégrées de la santé sexuelle et reproductive, du changement climatique et de la population, de la santé et de l'environnement». Comme cette association est peu fréquente dans le milieu du développement, l'idée est de disposer d'un large éventail de preuves sur la façon dont la prise de décision en matière de SSR participe à l'effort de renforcement de la résilience face au changement climatique.

2. Objectifs de l'étude

2.1. Objectif general

Après deux ans de co-création avec les partenaires, le projet se situe actuellement dans sa phase de lancement, dans laquelle une analyse genre servira à informer les décisions clés du projet et à affiner les activités prévues. L'objectif général est que cette analyse puisse donner les recommandations pour la conception des activités du projet afin de garantir que l'intervention respecte la politique du «Do no harm», et prend en compte les raisons et les influences les plus profondes sur les comportements et les choix des gens en matière de SSR et de résilience.

2.2. Objectifs spécifiques

La conduite de cette analyse de genre souhaite apporter des éléments de réponses aux questions suivantes :

- Quels sont les dynamiques sociales, culturelles, financières / économiques, logistiques et comportementales qui influencent l'accès aux droits de santé sexuelle et reproductive - en particulier les normes sociales pour les personnes de tout genre ;
- Quelles sont les opportunités qui permettent d'améliorer le partage d'informations, d'accès aux services et aux matériels pour les personnes de genre et d'âge différents afin de répondre à leurs besoins en matière de SSR ;
- Comment les normes concernant la SSR interagissent avec les attitudes et les normes sociales de genre; et comment ces derniers ont un impact sur la capacité des personnes de tous genre à renforcer la résilience (par exemple, accès à la terre et aux ressources, prise de décisions économiques, travail rémunéré et non rémunéré, etc.)

3. Présentation de la zone d'étude

3.1. Choix des sites

Madagascar possède une biodiversité riche qui est menacée par l'activité cyclonique et la sécheresse ; des évènements dont l'ampleur et la fréquence devraient augmenter avec le changement climatique. Le choix des sites a donc été influencé par ces caractéristiques différentes, d'autant plus que Madagascar a la particularité de présenter des contextes sociaux culturelles différents selon les régions.

La première zone concerne la région aride et semi-aride du sud de Madagascar. Elle concerne le district d'Amboasary Atsimo, dans le Sud-Est de Madagascar, qui est fortement touché de façon récurrente, par une insécurité alimentaire en raison de la sécheresse et du manque de pluie qui y sévit. Le choix s'est porté sur deux communes rurales du district d'Amboasary Atsimo qui sont la commune de Tanandava et de Sampona. Le critère de sélection des zones dans le sud devait se porter sur l'existence des projets de résilience climatique qui y sont déjà développés. Et selon, l'investigation de Marie Stopes Madagascar (MSM), plusieurs interventions des ONG et des agences des Nations Unis y sont déjà développées.

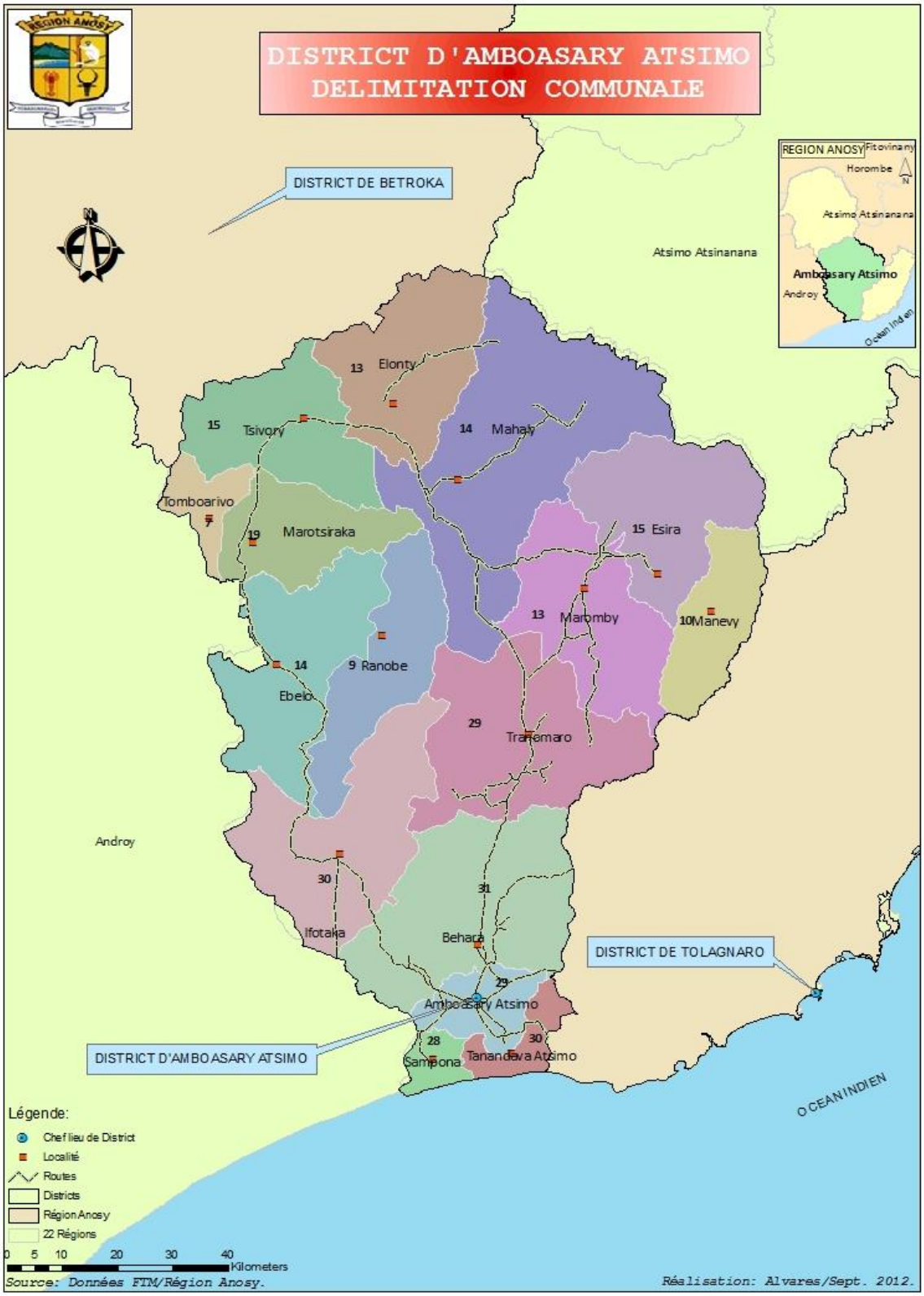
La seconde zone concerne la zone de conservation humide de Madagascar qui est riche en biodiversité. L'insécurité alimentaire est moindre mais la zone est plus exposée à la déforestation massive des forêts et mangroves et aux cyclones avec sa zone côtière. Il s'agit de la zone au nord-ouest de Madagascar, située plus précisément dans la Baie Tsimipaika, dans la ville d'Ambanja. La sélection du site s'est basée sur la volonté du programme de s'appuyer sur les approches PSE déjà mis en place et qui reflètent le lien inextricable entre les populations et les écosystèmes dans lesquels elles vivent. De plus, Blue Ventures est déjà basé sur place et y développe des programmes, tandis que Marie Stopes Madagascar a également mis en place des activités d'offres de services en matière de PF.

3.2. Amboasary Atsimo : zone au sud-est de Madagascar

Amboasary Atsimo se trouve dans la région Anosy, qui se situe à l'extrême Sud-Est de Madagascar. La région Anosy est constituée par trois districts : Amboasary-Sud, Betroka et Taolagnaro (Fort Dauphin dans l'appellation française) qui est le chef-lieu de la région. Amboasary Atsimo est le chef-lieu de district, sa superficie totale est de 10 173 km2, et elle compte 16 communes et 285 Fokontany[1]. Amboasary Atsimo est bordé par le fleuve Mandrare qui constitue sa principale source d'approvisionnement en eau. Il est également le centre d'une région productrice de sisal qui compose la majeure partie de ses surfaces cultivables. 2 communes rurales ont été sélectionnées dans le district d'Amboasary Atsimo, dont Tanandava Sud et Sampona qui sont situées sur les zones côtières au sud. D'Antanandava, il est possible de gagner la rive du lac Anony (25 km au sud-est d'Amboasary), un vaste plan d'eau salée qui constitue un vivier propice à la pêche.

[1] Les fokontany est une subdivision administrative de la commune comprenant hameaux, villages, secteurs ou quartiers.

Figure 1: Carte du district d'Amboasary Atsimo



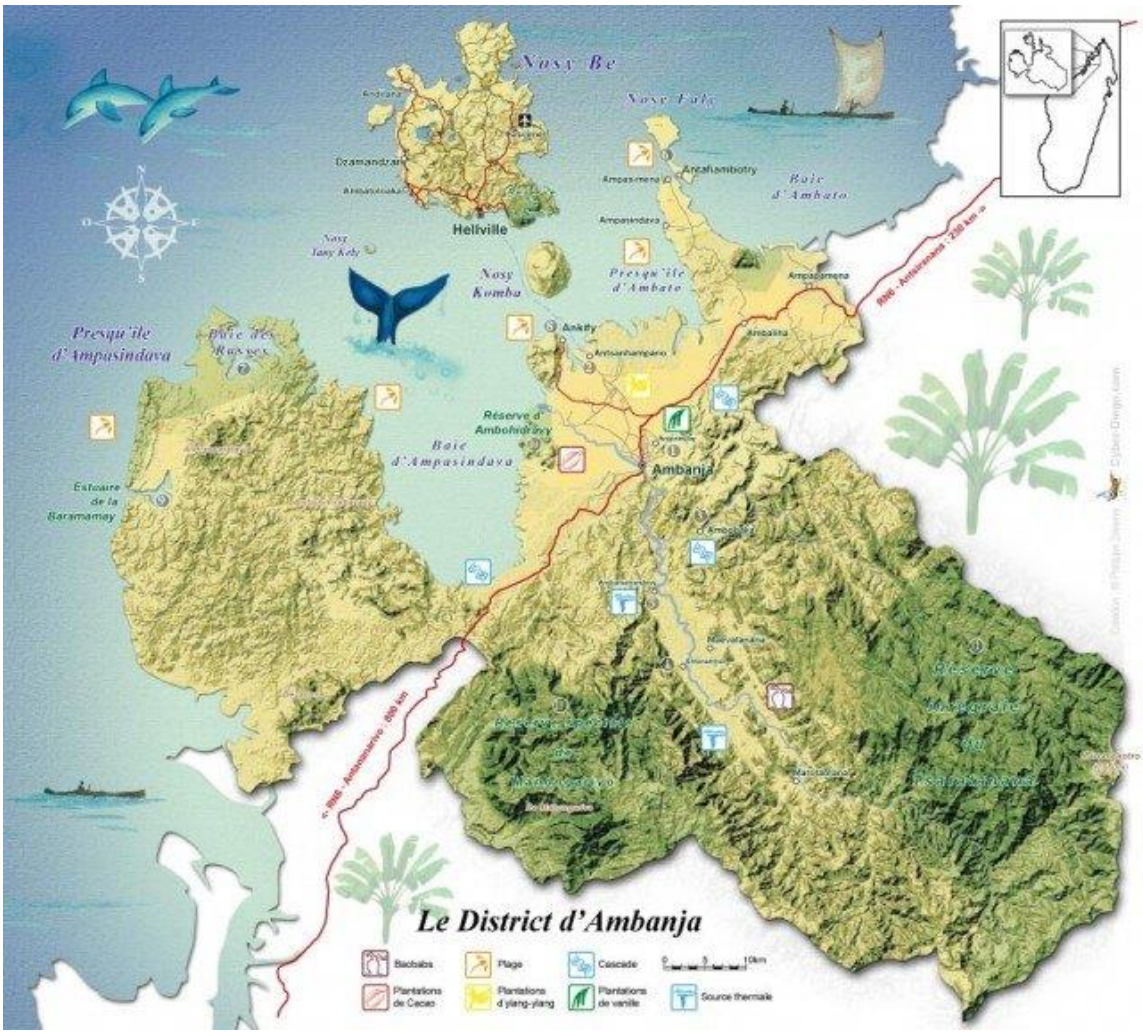
Source: Zoom sur l'Anosy, Fort-Dauphin.org

Lien hypertexte: https://sites.google.com/site/tolagnaromada/fort-dauphin/zoom-sur-l-anosy

3.3. Ambanja : zone au nord-ouest de Madagascar

Ambanja se situe dans la région DIANA qui se trouve dans la partie extrême au Nord-Ouest de Madagascar. La région DIANA est composée par cinq district qui sont Antsiranana I et II (Diégo Suarez dans son appellation française) qui est le chef-lieu de la région, Ambanja, Ambilobe et Nosy Be. La superficie totale d'Ambanja est de 6 146 km2, et elle est composée par 23 communes et 177 Fokontany. Le réseau hydrographique de la région DIANA est composé par trois principaux cours d'eau : le Mahavavy, le Sambirano, dont Ambanja y puise ses besoins en eau, et Ramena. Ambanja est le **centre commercial et culturel** d'une région fortement agricole grâce à son climat tropical qui permet de produire riz, café, cacao et vanille. La baie de Tsimipaika, zone d'intervention de l'ONG Blue Ventures a été sélectionnée pour la réalisation de l'étude au Nord. Elle est située dans la zone BATAN (Baies d'Ampasindava, Tsimipaika, Ambaro, et Nosy Be) qui est reconnue pour sa richesse sous-marines ainsi que pour sa biodiversité exceptionnelle composée de mangroves et de récif coraliens. Malheureusement, la collecte des données sur le terrain n'a pu être effectuée en raison de la situation sanitaire, liée à la COVID-19. La collecte des données s'est portée sur l'analyse des données secondaires et complété par des entretiens individuels à distance.

Figure 2:Carte du district d'Ambanja



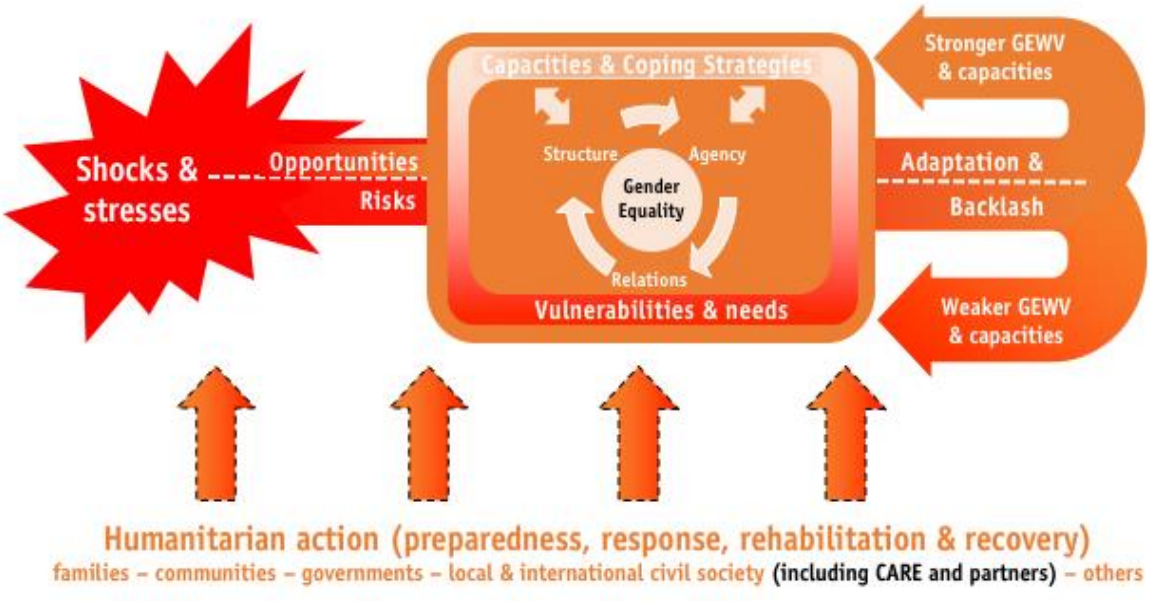
Source: La Tribune de Diego et du Nord de Madagascar, Article de presse du 28/07/2012
Lien hypertexte: https://latribune.cyber-diego.com/l-actualite-du-tourisme/704-la-vallee-du-sambirano.html

4. Méthodologie de l'étude

4.1. Cadre théorique de l'étude

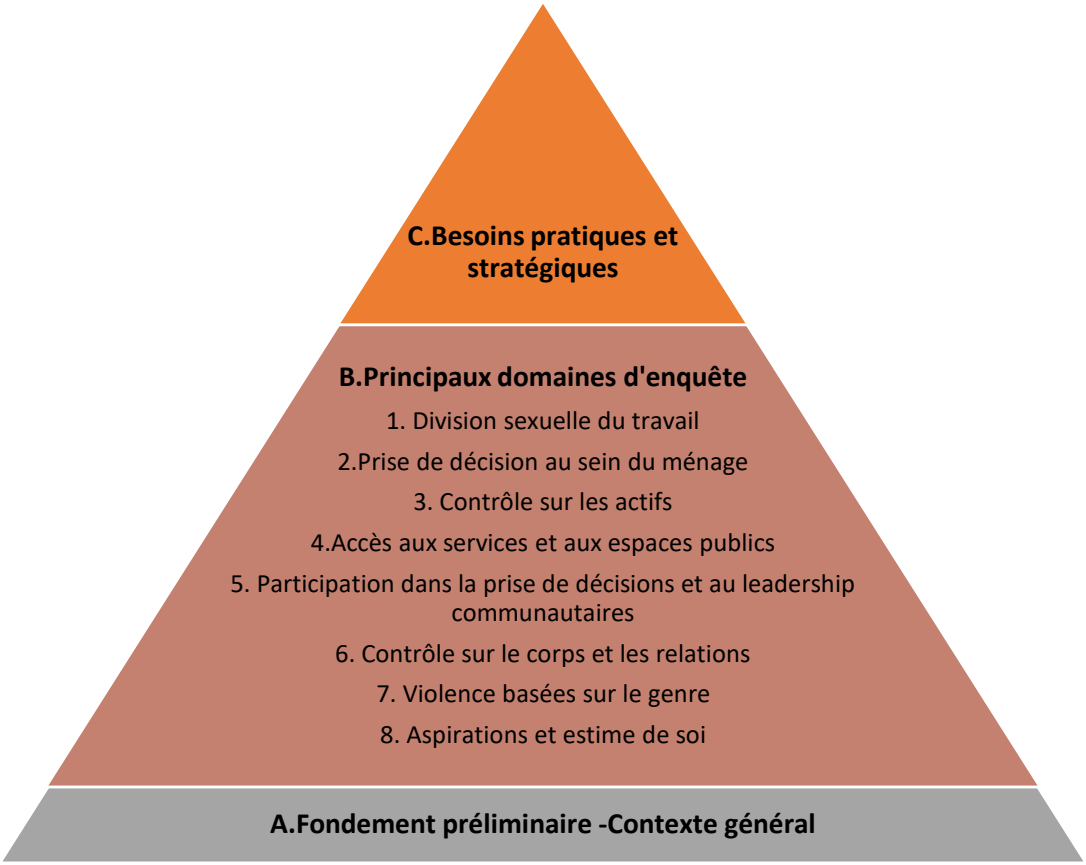
Afin d'apporter les éléments de réponses aux questions posés par les objectifs spécifiques, l'analyse genre utilisera le cadre d'analyse genre développé par CARE en 2019, basé sur une enquête d'impact stratégique (SII) sur le genre dans les situations d'urgence qui vise à expliquer comment le genre interagit avec les crises et la résilience. Pour CARE, les dynamiques de genre et de pouvoir interagissent inextricablement avec les capacités, les stratégies d'adaptation, les vulnérabilités et les besoins des personnes à travers le temps, face à un choc ou à une crise, dans les phases d'intervention d'urgence et de la phase de récupération, comme nous le montre la figure ci-dessous.

Figure 3:Cadre d'analyse genre



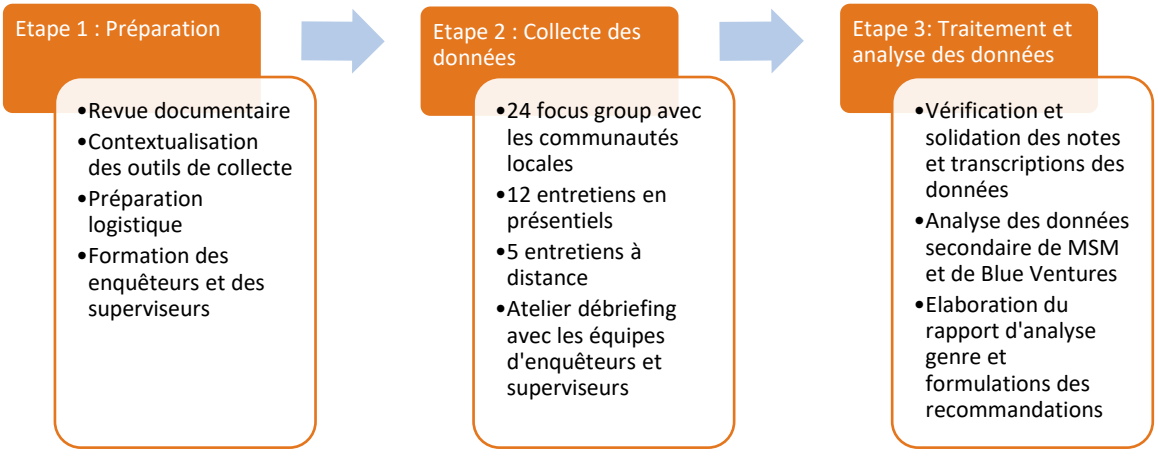
Ainsi, CARE a articulé huit domaines d'enquête dont cette étude s'y consacrera un par un. Pour chaque domaine, il est nécessaire d'aborder les problèmes d'agence (ex: connaissances, compétences, confiance, etc.), de structures (ex: politique, infrastructure, normes, valeurs, etc.) et des relations (ex: négociation, alliance, équité, etc.) qui sont liés dans chaque domaine d'enquête.

Figure 4: Domaines d'enquête du cadre d'analyse genre



4.2. Démarche opérationnelle de l'étude

L'étude sur l'analyse genre s'est déroulée pendant 3 mois, du mois de février au mois d'avril 2021, avec la démarche opérationnelle suivante qui est divisée en 3 étapes.



3.3.2 Etape 1 : Préparation

Revue documentaire

La conduite de l'analyse genre a tout d'abord nécessité la réalisation d'une revue documentaire qui permet de renforcer les connaissances et de nourrir les réflexions sur les questions de recherches. Celle-ci s'est essentiellement basée sur l'analyse des:

- Documents de projets liés au programme
- Rapports d'étude en lien avec les thématiques de l'analyse genre
- Documents ressources en interne au consortium (CARE UK, MSM)
- Revues scientifiques
- Article de presses

Contextualisation des outils de collecte

Bien que les outils de collecte aient été élaborés par la expert genre de CARE, il était nécessaire de les ajuster au contexte à Madagascar. Cette étape a également été l'occasion de se familiariser avec les outils de collecte et d'organiser des réunions de cadrage avec CARE pour s'entendre sur la compréhension et la finalité des questions de recherche.

Il faut noter que la traduction des outils en malgache était nécessaire pour faciliter l'utilisation des outils par les équipes d'enquêteurs. Néanmoins, la traduction des outils de collecte n'a été réalisée par un traducteur qu'une fois la collecte des données effectuée dans le sud, et l'équipe d'enquêteurs au sud n'a pas pu travailler sur cette version. Toutefois, la formation a été l'occasion d'expliquer en détails le sens de chaque question et leurs finalités.

Organisation de la collecte

L'organisation de la collecte consiste principalement en la mobilisation des moyens nécessaires pour mener à bien cette étude, à savoir le recrutement des enquêteurs et superviseurs locaux, la sélection des zones de collecte, le transport des matériels, l'hébergement et le déplacement des équipes sur le terrain.

Formation des enquêteurs et des superviseurs

Afin d'assurer la compréhension et l'utilisation des outils de collecte, il était nécessaire d'effectuer une formation des équipes d'enquêteurs et des superviseurs. Cette formation avait également pour objectif de se familiariser avec les concepts et les notions clés autour du genre et des thématiques liées à la SSR et à la résilience.

La formation s'est déroulée durant 5 jours, bien qu'à a base elle devait durer 4 jours. En effet, la nouveauté de l'analyse genre et les outils de collecte de données en français ont nécessité la prolongation de la durée de la formation pour pouvoir les traduire et les expliquer correctement. Des exercices de simulation étaient organisés pour s'assurer de la bonne compréhension et de l'utilisation des outils, en plus d'ajuster ou de rectifier certaines questions de l'outil.

3.3.3 Etape 2: Collecte des données

Méthode de collecte de données

Cette étude est basée sur une méthode qualitative qui rassemble des outils d'entretiens individuels et de focus group développés par CARE pour assurer la collecte des données.

- **Entretiens individuels avec les personnes clés**

Il s'agit des entretiens semi-directifs qui offrent l'occasion aux personnes de discuter plus en détails des réalités et des circonstances auxquelles les populations clés sont confrontées. Les discussions portent sur les normes et les dynamiques actuelles liées à l'accès à la SSR et à la résilience.

- **Focus group avec les communautés locales**

Le focus group est une technique d'entretiens de groupe, semi structuré, qui a pour but de collecter les informations sur la base d'un nombre limité de questions. Les focus group utilisés sont basés sur 6 outils de collecte que CARE a développés.

- **Outil 1: Cartographie sociale**

L'utilisation de la cartographie constitue la première étape pour identifier la différenciation des communautés par sexe, âge, ethnie, moyens de subsistance, etc. et les ressources existantes dans la localité. La cartographie a permis de représenter le territoire à partir de la vision individuelle et collective des populations locales et de valoriser leur connaissance. Une copie de la cartographie a été remise aux maires des communes rurales de Tanandava et de Sampona dans le cas où les populations locales souhaitent la consulter ou bien dans l'intérêt des futures interventions sur le territoire.

- **Outil 2: Calendrier saisonnier**

Cet outil a permis d'étudier les changements se produisant au niveau des moyens d'existence à différents moments de l'année. L'outil a également permis d'identifier les saisons de pluie et les saisons sèches. L'objectif étant d'explorer les activités de subsistance pour les femmes et les hommes dans chaque saison, les saisons du mariage, les changements/les désastres climatiques survenus et les stratégies d'adaptation. Les domaines d'enquête concernent la division sexuelle du travail, le contrôle des actifs, l'accès aux services, le contrôle du corps et des relations.

- **Outil 3: Qui fait quoi? Qui contrôle? Pourquoi?**

Cet outil a permis de savoir la répartition réelle des tâches entre les hommes et les femmes dans la zone du projet en utilisant des cartes d'images à distribuer entre les participants et participantes. L'outil a également permis de savoir qui prend les décisions au sein du ménage et au niveau communautaire, ainsi que les décisions relevant de la SSR. Les domaines d'enquête concernent la division du travail, la prise de décision au sein du ménage, la participation à la prise de décision et au leadership communautaire, le contrôle des actifs et le contrôle du corps et des relations.

- **Outil 4: L'accès aux services et à la prise de décision**

Cet outil avait pour but d'explorer les différents mécanismes de prise de décision au niveau communautaire afin d'identifier les services et les groupes qui ont accès et qui sont exclus des services (exemple les services de SSR), et pourquoi. Il s'agissait d'identifier les stratégies adoptées par les catégories de personnes qui n'ont pas accès aux services. Les domaines d'enquêtes concernent la participation dans la prise de décision et au leadership communautaire et l'accès aux services.

- **Outil 5: Normes sociales**

Les normes sociales définissent ce qui est socialement acceptable en distinguant les comportements et les attitudes qui sont conformes aux attentes ou qui sont jugés déviants. L'objectif de cet outil était d'identifier les normes sociales qui avaient un impact sur la santé sexuelle et reproductive et la résilience, dans le but d'explorer les perceptions et de comprendre les barrières liées aux normes qui empêche d'accéder à la santé, d'exercer aux droits et de renforcer la résilience. Les domaines d'enquêtes étaient transversaux puisqu'ils exploraient les résultats des précédents focus group pour identifier les normes dominantes. Ainsi, trois normes sociales ont été identifié pour conduire le focus group:

1/ *«L'objectif de se marier étant d'avoir des enfants»*, signifiant que les enfants sont une richesse

2/ *«Ce sont toujours les hommes qui prennent les décisions»*

3/ *«En période de famine, ce sont les femmes qui se sacrifient»* pour le focus group hommes ou bien, *«en période de famine, ce sont toujours les hommes qui se sacrifient»* pour le focus group femmes.

Une fois les normes discutées, les participants étaient interrogés sur l'évolution des normes, notamment identifier quelles étaient les normes qui ont le plus évoluées.

- **Outil 6: Arbre à problème**

L'objectif de cet outil servait à prioriser les problèmes clés liés à la SSR et à la résilience et approfondir la compréhension des causes profondes qui perpétuent le problème principal. Il faut noter que cet outil n'a pas été utilisé dans la collecte des données en soi mais durant l'atelier de débriefing avec les équipes d'enquêteurs et de superviseurs.

➢ Atelier de débriefing avec les équipes d'enquêteurs et de superviseurs

L'atelier de débriefing avec les d'enquêteurs et de superviseurs s'est déroulé à la fin de la collecte de données à Amboasary, une fois que toutes les équipes étaient de retour à Fort Dauphin. L'objectif de l'atelier était de faire ressortir les problèmes saillants durant la collecte des données et de les organiser autour d'un arbre à problème afin de déterminer les causes profondes liées au sexe, aux normes et aux croyances sociales, ainsi que les relations de pouvoir. Ces trois problèmes ont fait chacun l'objet d'un arbre à problème et d'un arbre à conséquence.

Trois principaux problèmes sont sortis du lot à savoir:

1/ Le manque de pluie
2/ La prépondérance des coutumes et des traditions locales
3/ Le manque d'infrastructure de santé

Déroulement de la collecte des données

Dans le sud, la collecte des données s'est déroulée pendant 6 jours comprenant 3 jours de sélection des participants et 3 jours de collecte des données. Au total, il a eu 24 focus groups qui ont ciblé les hommes et les femmes issus des différentes catégories sociales et économiques, d'âge, de statut marital et de capacités (handicap). Les focus groups étaient non mixtes et chaque groupe étaient composés de 8 hommes et de 8 femmes. Au total, les focus groups ont ciblé 96 personnes dans les communes rurales de Tanandava et de Sampona.

Tableau 2: Répartition de la population cible des focus group selon le sexe, l'âge et le statut

	Hommes	Femmes
[13 - 18[	06	07
[18 - 30[	10	13
[30 - 50[	20	15
50 et plus	12	13
TOTAL	**48**	**48**

Tableau 1: Répartition de la population cible des focus group selon le sexe et le statut

	Hommes	Femmes
Adolescent (e)	06	07
Jeune marié(e)	10	10
Marié(e) âgé(e)	15	11
Monoparental(e)/Séparé(e)	05	12
Personne handicapé(e)	06	05
Veuf(ve)	03	03
Polygame	03	00
TOTAL	**48**	**48**

Tableau 3: Répartition des focus group dans les communes rurales de Tanandava et de Sampona

Outils de collecte	Tanandava	Sampona
Cartographie	X	X
Calendrier saisonnier		X
Qui fait quoi ? Qui contrôle ? Pourquoi ?	X	
Accès aux services et à la prise de décisions		X
Normes sociales	X	

Les entretiens individuels ont ciblé 12 personnes clés tels que des prestataires de santé, des leaders locaux (maire, chef de fokontany, président d'association/groupement), personnel étatique et staff du PAM. Le tableau ci-dessous montre la répartition des outils de collecte dans chaque commune. Seul l'outil de la cartographie avait été utilisé dans les deux communes. Le manque de temps et l'organisation logistique ne permettaient pas de réaliser les 5 focus groups dans chacune des communes.

Tableau 4: Répartition des entretiens individuels dans le Sud

	Hommes	Femmes
Leader communautaire/ Religieux	1	3
Maire/Chef de FKT	3	
Prestataire de santé	1	2
Staff ONG/UN/Etat	2	
Total	7	5

Concernant le nord, compte tenu de l'impossibilité de se rendre sur site, la collecte des données s'est basée sur des entretiens individuels à distance et la revue des données secondaires des projets mis en œuvre par Blue Ventures sur place et de l'étude Rasmussen qui a été effectuée par Marie Stopes Madagascar en 2020. Elle a été complétée en même temps par des entretiens individuels à distance avec les personnes clés sur place. Au total, il y a eu 5 entretiens individuels avec les personnels de l'ONG Blue Ventures, de l'ONG HELVETAS, les leaders locaux et un prestataire de santé de MSM.

3.3.4 Etape 3: Traitement et analyse des données

Une fois la collecte des données effectuée dans le sud, les prises de note des enquêteurs et des superviseurs ont été consolidés pour effectuer un premier travail d'analyse en attendant la finalisation des retranscriptions. Les retranscriptions ont été effectuées par les enquêteurs et les superviseurs en malgache puis traduites en français par un traducteur.

Pour compléter l'analyse, les données brutes de l'étude Rasmussen effectuée par MSM et ceux de Blue Ventures ont été exploitées dans l'étude afin de renseigner les dynamiques sociales concernant la SSR et la résilience climatique. Les enregistrements audios des entretiens individuels effectués à distance ont été réécoutés, étant donné qu'ils n'ont pas été retranscrits, afin de renseigner le maximum d'informations pour l'analyse des données dans le Nord. Enfin, la grille d'analyse développée par CARE plus haut a servi pour l'analyse des données.

5. Limites de l'étude

Les points suivants constituent les limites de l'étude qui sont à prendre en compte dans l'analyse de genre:

- La perdition des données par rapport à la retranscription et la traduction des données. Tout d'abord, la qualité des enregistrements audio des focus groups liée aux bruits parasites, aux sons inaudibles, à la difficulté de canaliser les paroles des participants, etc., ont fait que certaines données se sont perdues. Ensuite, l'inexpérience des enquêteurs concernant les retranscriptions audios, malgré la formation, a également impacté les données. Enfin, la traduction des données, dès la retranscription audio en malgache officiel, puis en français a également participé à la perdition des données.
- Le manque d'expérience des enquêteurs en matière de recherche qualitative et d'analyse genre a impacté sur la qualité des données malgré la supervision de la collecte et la formation des enquêteurs. D'abord, les enquêteurs n'avaient jamais réalisé de focus groups, ce qui a fait que les équipes manquaient de coordination entre eux pour gérer les discussions, et ce malgré les exercices de simulation durant la formation Puis, bien que les questions dans les outils de collecte aient toutes étaient expliquées en malgache une par une durant la formation, les enquêteurs n'ont pas manqué d'introduire des biais dans l'étude par la formulation des questions et l'orientation des réponses.
- L'insuffisance de temps dédié à la collecte des données et le volume horaire de l'administration des outils ont limité la possibilité d'utiliser tous les d'outils dans chacune des communes dans le sud. En effet, par rapport au volume horaire de l'administration des outils[2], il aurait fallu deux jours de plus pour pouvoir administrer les outils qui n'étaient pas utilisé, afin de compléter l'état des lieux des deux communes et d'en avoir une représentation générale
- La recrudescence des cas de Covid-19 à Madagascar a dû faire annuler la collecte des données dans le nord. L'analyse des données dans le Nord est donc limitée étant donné que certaines informations capitales n'ont pas pu être renseignées dans les entretiens et les données secondaires.

[2] L'administration d'un outil équivaut à une demie journée en comptant le temps de trajet, la préparation de la salle, la mise en place, l'administration des protocoles et le temps de pause.

Résultats

1. La division sexuelle du travail.

Le travail (salarié ou non, marchand ou non) constitue un enjeu important des rapports sociaux puisqu'elle organise la division de la société. En effet, cette division sociale du travail est organisée sur le principe de la séparation (travail d'homme et travail de femme) et de la hiérarchisation (le travail des hommes vaut plus que le travail accompli par les femmes). Les outils 2 et 3 (Calendrier saisonnier, Qui fait quoi? Qui contrôle quoi?) ont été utilisés, pour connaitre les dynamiques de la division sexuelle du travail. Malheureusement, il était impossible de connaitre la répartition du travail pour ce qui est de la zone de la collecte au Nord. Ces résultats reflètent donc en majorité les dynamiques du Sud.

1.1. Liberté de décision par rapport au travail

Figure 5: Focus Group Hommes sur «Qui fait quoi? Qui contrôle quoi?», Sampona

L'analyse des résultats de focus groups a fait ressortir que l'attribution des rôles au sein des ménages est déterminée par les normes dictées par la société sous couvert des coutumes et traditions ancestrales *«fomban drazana».* La prédominance de ces dernières renforce le pouvoir et perpétue la supériorité des hommes/garçons sur les femmes/filles, dont la liberté des décisions par rapport au travail en est impactée. La division du travail est bien délimitée entre les hommes et les femmes. Les femmes effectuent une double journée de travail en accumulant le travail productif et le travail reproductif, voire même une triple journée si elles effectuent le travail communautaire. Les hommes effectuent le rôle productif en étant le chef de famille comme ils sont responsables de pourvoir aux besoins du ménage. Les rôles sont donc bien établis au sein de la société et il n'est pas aisé pour les populations locales de remettre en cause cette norme sous peine d'enfreindre les traditions ancestrales.

1.2. Temps disponible au-delà du travail

Cette double journée, voire triple journée des femmes a des conséquences sur le temps disponible dont elles disposent. En effet, les femmes participent aux rôles productifs comme l'agriculture. L'utilisation du calendrier saisonnier a permis de connaître les tâches qui sont effectuées par les sexes et d'avoir une idée globale de l'organisation du travail car les hommes et les femmes n'effectuent pas les mêmes rôles. Le tableau suivant montre la répartition des tâches effectuées dans la culture du manioc ente les hommes et les femmes ainsi que la répartition du temps qui y est consacré

Tableau 5: Répartition de l'organisation du travail entre les sexes dans la culture du manioc dans le Sud

Activités liées à la culture du manioc	Qui ?		Combien de temps?	Quand ?
	Hommes	Femmes		
Préparation du sol	X		1 mois	Mai
Plantation		X	4 mois	Juin à Sept
Désherbage		X	6 mois	Oct à Mars
Récolte	X	X	3 mois	Avril à juin
Stockage		X	2 mois	Juil à aout

Le tableau indique que les femmes effectuent plus de tâches que les hommes bien que ce soit une tâche dédiée principalement aux hommes selon les résultats des focus group. Cette répartition des tâches n'est pas sans conséquence sur le temps disponible que les femmes ont pour gagner un revenu, s'occuper de leur santé ou s'instruire, d'autant plus que les filles abandonnent l'école pour aider leurs mères. Avec le changement climatique, la charge de travail des femmes et des filles ne cesse d'augmenter, aggravant beaucoup plus la disponibilité du temps qui est déjà accablée par les nombreux rôles qu'elles doivent accomplir. En effet, les activités peuvent prendre beaucoup de temps à cause de la sécheresse qui éloigne les sources d'eau, ou durant les périodes sèches, elles doivent ramasser des cactus qui servent d'alternative quand il n'y a plus d'herbes à pâturer pour les zébus[3]. Les chances pour les femmes et les filles pour devenir autonome sont ainsi limitées, rendant difficile l'accroissement de leur résilience.

1.3. Répartition des rôles productif, reproductif et des rôles communautaires

Pour connaitre la répartition exacte des rôles au sein de la communauté, les participants ont été invités à prioriser les activités qui selon étaient importantes ainsi que les activités qui étaient le plus respectées. Le tableau suivant consolide le travail des focus group qui a été fait avec les hommes et les femmes.

[3] Le zébu est un bovidé domestique, originaire de l'Inde. C'est un bœuf à bosse, qui est l'emblème de Madagascar et fait partie de toutes les étapes de la vie malgache (naissance, mort, consommation, offrandes, etc.)

Tableau 6: Répartition selon le sexe des rôles productif, reproductif et communautaires

Type d'activité		Qui fait ?				Où ?
		Homme	Garçon	Femme	Fille	
Rôle reproductif	Aller chercher du bois			X	X	Extérieur
	Aller chercher de l'eau			X	X	Extérieur
	Préparer le repas			X	X	Intérieur
	Aller au marché			X	X	Extérieur
	Soins aux enfants			X	X	Intérieur
Rôle productif	Agriculture	X	X	X	X	Extérieur
	Activités liées zébus	X	X			Extérieur
	Activités liées à la charrette aux zébus	X	X			Extérieur
Rôle communautaire	Leader local élu	X	X			Extérieur
	Membre des comités de gestion	X		X		Extérieur
	Membre d'association/ groupement	X		X		Extérieur

1.4. Conditions et rémunération du travail

On attribue aux hommes et aux garçons les tâches liées aux rôles productifs car ces activités constituent les principales sources de revenus, et sont donc valorisées. Tandis, qu'on attribue aux femmes et aux filles les rôles reproductifs qui relèvent des tâches domestiques, des activités qui ne sont pas rémunérées et sont considérées comme «naturellement» faites par les femmes. Dans les discussions issues des focus groups, l'habileté et la force qui sont supérieures chez les hommes, selon les communautés locales, justifient que certaines tâches soient attribuées aux hommes. Pourtant, la charge de la collecte de l'eau, tâche éprouvante et qui demande de la force, est réservée aux femmes car considérée comme une tâche ingrate pour les hommes qui le font.

La réalisation des tâches domestiques par les hommes ne prévaut que dans les cas où la femme au sein du ménage est absente, malade ou vient d'accoucher. Également lorsqu'il s'agit d'un homme célibataire, veuf ou séparé qui n'a pas de filles ou encore durant la journée des femmes (08 mars). Ceux qui ne se conforment pas à ces normes sont jugés par la société comme des hommes faibles. Dans les discussions de groupes avec les femmes, ces dernières n'hésitent pas à les qualifier comme des hommes ayant perdu leur «*honneur*» ou bien leur «*respect*» et sont dits «contrôlés» ou «sous le joug de leur femme». Les femmes intériorisent et normalisent les normes qui renforcent l'hégémonie des hommes.

Les enfants constituent une ressource de main d'œuvre importante pour déléguer les principales tâches au sein du ménage. Dans l'identification des catégories d'âge, l'enfant abandonne son enfance à partir de l'âge de ses 5 ou 6 ans pour apprendre à devenir responsable et autonome. Qu'il s'agit d'un garçon ou d'une fille, ils sont considérés comme «jeunes» à partir de 6 ans et prennent les responsabilités attribuées à leur sexe (aller chercher de l'eau, faire la lessive, faire la cuisine, etc. pour les filles et garder ou faire paître les zébus pour les garçons).

«Dès 6 ans, on apprend aux enfants à devenir autonome […] les enfants collectent du bois en portant ce qu'ils peuvent, qu'il s'agit des filles ou des garçons, cela dépend de la manière dont on les a éduqués. Mais la responsabilité d'aller collecter du bois revient essentiellement aux filles».

Focus Group Femmes, «qui fait quoi, qui décide quoi?», Tanandava,

S'agissant du rôle communautaire, les hommes et les femmes s'engagent tous deux dans ce rôle mais à un degré variable. Pour les femmes, ce rôle reste encore accessoire si pour les hommes ce rôle est prestigieux. Les hommes restent les principaux leaders au sein de la communauté en occupant le rôle de Maire de Commune, chef de Fokontany, d'aînés ou de leader traditionnel. Bien qu'une femme ait déjà candidaté en tant que maire dans la commune rurale de Sampona, la communauté accepte difficilement une femme en tant que leader. Cette situation est beaucoup moins acceptée chez les femmes que les hommes dans les discussions de groupes qu'on a retrouvés. De même, l'engagement des hommes et des femmes dans les rôles communautaires varient selon les domaines. On retrouve l'engagement des femmes dans les associations de femmes, telles que les associations villageoises d'épargnes et de crédits (VSLA), des groupes d'entraide aux femmes sur les pratiques nutritionnelles et sanitaires. Concernant les hommes, ils sont plutôt investis dans les comités de gestion communautaire (eau, sécurité, agriculture). On constate donc un prolongement de la division sexuelle des rôles domestiques dans la sphère communautaire. En effet, les femmes se sentent responsable dans le travail de «care» à travers leurs engagements dans les associations et de groupement des femmes. Si on reprend les exemples de VSLA, l'objectif des épargnes et de crédits sert essentiellement à surmonter les difficultés et les manquements au niveau des ménages, tel que l'éducation des enfants, un décès, les questions de santé (accouchement, grossesse, etc), l'achat de matériel d'agriculture, etc. Ce sont essentiellement des questions qui touchent aux soins des membres du ménage. Tandis que les hommes occupent des rôles décisionnaires sur la vie communautaire dans les comités de gestion (ex: choix de l'emplacement des points d'eau).

2. La prise de décision au sein du ménage

2.1. Capacité à prendre des décisions pour soi-même, sa famille et son ménage

La participation à la prise de décision au sein du ménage permet d'avoir une analyse des rapports de genre dans la zone étudiée. Avant de connaitre les normes en termes de prise de décisions, il est important de cerner les facteurs qui déterminent la possibilité de prendre part aux décisions. Cette capacité implique la prise de « pouvoir » en mettant l'accent sur le renforcement de l'estime de soi, la confiance en soi ainsi que la capacité de choisir des orientations dans sa vie. C'est ce qu'on appelle l'empowerment, la capacité à faire des choix.

Toutefois, tous les choix n'ont pas la même pertinence car certains choix sont plus importants que d'autres à cause des conséquences qu'elles engendrent (positives ou négatives)[4]. Il est donc nécessaire de distinguer les choix de premier ordre et les choix de second ordre. Les choix du premier ordre sont des choix stratégiques de la vie, tels que: où vivre, quand se marier, qui épouser, avoir ou non des enfants, combien il faut en avoir, liberté de mouvement,

[4] Naila Kabeer in «Ressources, Agency, Achievements : Reflections on the Measurement of Women's Empowerment»

etc. Le fait de pouvoir déterminer ces choix stratégiques permet de créer un environnement qui met en place d'autres choix, notamment les choix de second ordre, qui améliorent les conditions de vies mais qui sont moins lourds de conséquences. L'empowerment permet de définir ces choix stratégiques.

La capacité à prendre des décisions est conditionnée par l'accès aux ressources et la capacité d'action. Pris dans son sens positif, la capacité d'action est reliée au «pouvoir de» qui permet aux individus de prendre des décisions, de résoudre les problèmes, de définir des objectifs et de s'y conformer. Elle est également reliée au «pouvoir intérieur» c'est à dire l'estime de soi que la personne a d'elle, et grâce à l'analyse que la personne fait de sa propre vie, elle peut prendre des décisions pour améliorer sa vie. Dans le sens négatif, la capacité d'action est reliée au «pouvoir sur» où la capacité de l'un est étouffée par l'autre ou un groupe d'acteurs qui cherche à imposer et à dominer.

Dans la zone d'étude, la capacité d'action des femmes est limitée étant donné que l'accès aux ressources (première dimension de l'empowerment) est déterminé par les règles et les normes sociales établies par l'institution dominante. A Madagascar, comme dans presque les sociétés africaines, la société malgache est régie par un système patriarcal et gérontocratique. Ce système est d'autant plus marqué dans le sud où le patriarcat est enraciné dans la famille et offre aux hommes, une supériorité dites «naturelle» par rapport aux femmes. Cette supériorité permet de légitimer le rôle de chef de famille aux hommes et leur confère un pouvoir qui leur permet d'accéder aux ressources et à une capacité d'agir. Dans le sud, les hommes ont le pouvoir de décider sur les choix stratégiques des femmes: choix du nombre d'enfants, quand en avoir, soins de santé des femmes (y compris utilisation de méthodes contraceptive), mariage des enfants, achats importants du ménage, etc.

2.2. Normes en termes de prise de décisions

Le processus décisionnel au sein du ménage suit la logique de la division sexuelle du travail comme l'indique le tableau suivant. Pour identifier les normes en termes de prise de décisions, les hommes et les femmes ont identifiés les travaux les plus importantes qui sont effectués au sein du ménage et de classifier quels sont les tâches qui sont les plus valorisées et les moins valorisées.

Tableau 7: Normes en termes de qui réalise et qui prend les décisions selon la valeur des tâches au niveau du ménage dans le sud

Valeur des tâches	Tâches importantes effectuées au sein du ménage	Qui fait ?		Qui décide ?		Exception
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Tâches les plus valorisées	Gros bétail (zébus)	X		X		Ø
	Agriculture	X	X	X		Si la femme est célibataire/ veuve/séparée ou si l'homme est malade/absent
	Commerce	X	X	X	X	Ø
	Charrette à zébu	X		X		Ø

Tâches les moins valorisées	Aller chercher du bois		X		X	Si l'homme est célibataire et n'a pas d'enfants ou si la femme vient d'accoucher, malade, absente
	Aller chercher de l'eau		X		X	Si l'homme est célibataire et n'a pas d'enfants ou si la femme vient d'accoucher, malade, absente
	Cuisine		X		X	Si l'homme est célibataire et n'a pas d'enfants ou si la femme vient d'accoucher, malade, absente

Les femmes peuvent prendre des décisions mais elles sont limitées aux rôles domestiques qui leurs sont propres et qui engagent très faiblement des dépenses dans le ménage (faires les courses, le choix du repas, d'aller chercher de l'eau et/ou du bois de chauffage, etc.). La prise de décisions peut également varier selon l'âge et le statut marital. Par exemple, une femme monoparentale, séparée ou veuve pourra prendre des décisions seules car il n'y a pas d'hommes dans la maison. Les jeunes filles et garçons qui sont encore mineurs sont encore sous l'autorité de leurs parents, notamment du père qui prendra les décisions pour eux.

Braver ces normes aura des conséquences sociales pour les personnes. Les hommes seront jugés par la société comme étant faibles, des hommes qui sont menés par leur femme «tindrin'ampela», et donc considérés comme une honte. Tandis que les femmes sont par contre qualifiées d'oisive ou paresseuse si elles n'effectuent pas les rôles qui lui sont dévolus.

2.3. Dynamique de négociation et d'influence

La dynamique de négociation et donc de la capacité à prendre de décision des femmes sont limitées par les normes et les règles sociales qui déterminent l'accès aux ressources. Ces ressources n'impliquent pas toujours les ressources économiques conventionnelles telle que la terre, l'équipement, le crédit ou l'emploi. Les focus groups dans le sud ont permis de voir que les femmes peuvent avoir accès aux revenus puisqu'elles contribuent aux dépenses du ménage mais cela ne suffit pas à influer sur la capacité de décision des femmes. Même si les femmes travaillent et gagnent plus que les hommes, ce sont toujours les hommes qui décident car ils restent les chefs de famille. Dans le nord, les entretiens effectués avec les personnes clés ont permis de voir que les normes sur la qualité de chef de famille sont plus nuancées car les femmes qui travaillent et qui gagnent plus que leur mari, peuvent décider et être qualifiées de chef de famille.

> *«Ici les femmes peuvent décider, ce n'est pas comme dans le Sud. A partir du moment où elles travaillent et gagnent plus d'argent que leur mari, elles deviennent le chef de famille et décident au niveau du ménage».*
>
> *Entretien Individuel, Personnel de santé femme, Ambanja.*

D'autres ressources permettent d'améliorer la capacité à décider et à faire des choix, comme les ressources d'éducation et de formation et les ressources temps (temps disponible au-delà du travail). L'accès à l'éducation peut en effet influer sur la capacité à faire des choix et donc de décider. C'est d'ailleurs ce qu'on a pu constater d'après les discussions auprès des personnes clés dans le sud. Selon eux, le manque d'information et d'éducation participe à ne pas

développer les perspectives d'avenir et les stratégies de résilience pour s'adapter à la situation de crise liés au changement climatique. Les femmes et les filles sont profondément touchées avec des conséquences irréversibles telles que les grossesses précoces et mariage précoce dès leur plus jeune âge.

«La population locale a réellement besoin d'être instruite et sensibilisée sur la question de la santé sexuelle et reproductive pour éviter notamment ce que j'ai dit plus haut à savoir tomber enceinte à l'âge de 14 ans. Effectivement, il faut savoir qu'en raison du manque d'activités à pratiquer, c'est normal que les jeunes filles commencent à donner un intérêt naissant aux pratiques sexuelles dès leurs jeunes âges».

Entretien individuel, Personnel étatique homme– Amboasary Atsimo

La capacité à décider dépend en majeure partie de l'accès à l'éducation qui permet de définir des objectifs et de s'y tenir. C'est le cas notamment d'une étudiante en paramédicale de 19 ans lors d'un focus group. Elle avait fait le choix d'utiliser une méthode contraceptive car elle souhaitait terminer ses études pour devenir infirmière.

Enfin, l'étude a permis de voir que la capacité à mobiliser les réseaux et les relations pour favoriser l'entraide grâce à un effort collectif permet aux femmes d'influencer sur leur capacité de négociation, en étant membre d'un groupement ou d'une association. Or, souvent la participation des femmes dans ces groupes ou association sont soumise à des conditions, tacite ou explicite, telles que l'âge, la situation géographique, (Pour les VSLA, seules les femmes qui habitent dans le chef-lieu de la commune rural peuvent y accéder), le temps, le niveau scolaire, le nombre limité de membres etc. Et lorsqu'elles font partie des comités de gestion communautaire, ce sont souvent les hommes qui prennent les décisions pour l'ensemble de la communauté.

Par conséquent, on constate que l'accès aux ressources et la capacité d'action sont interdépendants et ont un impact sur les résultats des choix. Bien souvent les femmes ne se rendent pas compte de cette situation de domination, qu'elles jugent naturelle et qu'elles en défendent elles-mêmes le statu quo. Dans les focus groups, les femmes justifient que cette organisation sociale permet d'établir bien-être et harmonie au sein du ménage et de la communauté. Le fait de déroger à cette norme pourrait amener désordre et perturber la vie quotidienne du ménage et de la communauté.

3. Contrôle sur les actifs

3.1. Confiance en soi et pouvoir de négociation

Le fait de pouvoir négocier permet de décider sur l'utilisation des ressources et d'avoir un contrôle sur les actifs. Le pouvoir de négociation est donc étroitement lié à la notion d'«empowerment» car le fait de pouvoir accéder aux ressources et contrôler son utilisation permet de renforcer le pouvoir ou d'affaiblir le pouvoir (disempowerment) d'un individu. La pauvreté et l'affaiblissement du pouvoir sont logiquement liés car l'insuffisance de moyen pour satisfaire ses besoins élémentaires empêche de faire des véritables choix.

Il existe cinq facteurs qui permettent d'influer sur le pouvoir de négociation[5] et qui s'est vérifié durant la collecte des données dans le sud. Il s'agit de la *«propriété et du contrôle sur les biens économiques»*, *«l'accès à l'emploi et à d'autres modalités de production de revenus»*, de *«l'accès aux ressources communautaires»*, *«l'accès aux systèmes traditionnels de soutien social extérieur»*, et *enfin «l'accès à l'appui de l'Etat ou des ONG»*. Afin d'identifier ces facteurs, nous avons procédé à l'utilisation de l'outil n°4 (Accès aux services et prise de décisions) dans le Sud, afin d'identifier l'accès et le contrôle des communautés sur les différentes les ressources principales. Malheureusement, il n'était pas possible de reproduire l'exercice dans la zone d'étude au Nord, ce qui ne permet pas d'en faire la comparaison.

Tableau 8: Accès et contrôle sur les facteurs d'influence du pouvoir de négociation dans le sud

Facteur d'influence sur le pouvoir de négociation	Ressources	Accès		Contrôle	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Propriété et contrôle sur les biens	Terres	X	X	X	
	Zébus	X	X	X	
	Outils agricole	X	X	X	
	Charrette à zébu	X		X	
Accès à l'emploi et à d'autres modalité de production de revenus	Agriculture	X	X	X	
	Elevage	X		X	
	Pêche	X		X	
	Commerce	X	X		X
	Collecte de bois de chauffage	X	X	X	X
Accès aux ressources communautaires	Eau	X	X	X	
	Ecole	X	X	X	
	Santé	X	X	X	
Accès aux systèmes traditionnels de soutien social	Prêt auprès de la famille élargie/ voisins	X	X		
	VSLA		X	X	
	Groupement/ association	X	X	X	
Accès à l'appui de l'Etat ou des ONG	Transfert monétaires (FIAVOTA)				
	Don de semence et de matériels agricoles				

Comme l'indique le tableau précédent, le pouvoir de négociation appartient essentiellement aux hommes qui détiennent le monopole sur ces cinq facteurs. Les femmes ont généralement accès aux ressources mais n'ont pas le pouvoir de négocier sur le contrôle des ressources.

[5] Magdalena León, "Le renforcement du pouvoir des femmes et l'importance du rapport entre genre et propriété", in Christine Verschuur et Fenneke Reysoo, Genre, pouvoirs et justice sociale, Cahiers Genre et Développement, n°4, Genève, Paris :

3.2. Contrôle sur les actifs

Le droit à la propriété aux terres et aux zébus, qui sont considérés comme les principaux biens économiques dans le sud, est réservé aux hommes et leur confère une position de privilège. Même si les femmes accèdent à l'emploi et à d'autres sources de revenus, cela ne suffit pas à influencer sur leur capacité à négocier au sein du ménage, contrairement aux femmes dans le Nord. Pour subvenir aux besoins de leurs ménages, les femmes dans le sud s'occupent de vendre les récoltes liées aux activités agricoles, du bois de chauffage ou du charbon au marché, et donc participent à la vie économique du ménage. Elles peuvent également se mettre d'accord avec leurs maris sur le prix de la vente mais cela ne suffit pas à peser dans la balance du pouvoir de négociation car le contrôle sur l'utilisation des recettes des ventes est décidé par les maris.

De plus, l'accès aux droits de propriété apporte une base plus solide à la participation sociale et politique au sein de la communauté. C'est d'autant plus vrai concernant les termes de l'accès à l'appui des ONG. Dans les focus groups sur l'accès et la prise de décisions communautaire, l'aide apportée par les organismes dans la résolution des problèmes liés à la sécurité alimentaire au Sud est conditionnée par la propriété foncière pour les dons de semence. Les bénéficiaires de l'aide se regroupent dans une association dont l'accès à ce groupement est conditionné par la propriété foncière ou le fait de disposer suffisamment de temps pour se consacrer à la vie associative. Le système du métayage est répandu dans le Sud si une personne ne dispose pas de terre. Cette dernière pourra cultiver une parcelle qu'on lui aura louer en échange de la moitié de ses récoltes.

Dans le sud, les normes sociales ne permettent pas aux femmes d'accéder aux droits de propriété car l'héritage ne se transmet qu'entre fils. Par conséquent, les femmes n'ont pas le contrôle sur l'utilisation des ressources naturelles et sont obligées de cultiver les terres de leurs conjoints, de leurs pères, ou doivent adopter le système de métayage pour les femmes qui sont veuves ou séparées. Comme l'agriculture constituent la principale activité économique dans le sud, les normes et les termes selon lesquelles les femmes accèdent à la terre entretiennent une relation de dépendance et renforce le rapport de domination/subordination des femmes exercé par les hommes.

Concernant le Nord, les femmes n'ont pas accès aux droits de propriété, mais les entretiens individuels avec les personnes clés ont fait remarquer les femmes dans le nord ont une marge de manœuvre beaucoup plus grande par rapport aux femmes du sud concernant le pouvoir de négocier. En effet, les femmes peuvent être chef de famille dans le ménage si elles gagnent plus que les hommes. Cependant, il aurait été intéressant de connaitre l'accès et le contrôle des femmes sur les autres ressources pour distinguer toutes les nuances du pouvoir de négociation. Par exemple, connaitre le travail, l'accès et le contrôle des femmes sur les activités, telles les activités agricoles qui représentent une source de revenu supérieure à celles dans le Sud, et qui pourrait être la raison qui influence plus leur pouvoir de négociation.

3.3. Accès au travail et moyens de subsistance

3.3.1 Actifs et revenus

Dans le sud, nous avons déterminé, grâce au calendrier saisonnier, les principales sources de revenu qui permettent aux populations de subvenir à leurs besoins. La distinction entre activités

principales et secondaires se justifie par rapport à la quantité de revenu et à la période à laquelle est effectué l'activité s'il s'agit de la saison sèche ou la saison de pluie.

Tableau 9: Répartition des moyens de subsistances selon la saison sèche et la saison des pluies dans les sud

Moyens de subsistances		Printemps (Lohatoana)					Hiver (Asotry)				Eté (Faosa)		
		Oct	Nov	Déc	Janv	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept
Activités principales génératrices de revenus	**Agriculture**												
	Manioc												
	Patate douce												
	Mais												
	Elevage												
	Bovins (zébus)												
	Caprins												
Activités secondaire génératrices de revenu	**Charbon**												
	Pêche												
	Collecte bois de chauffage												
	Collecte d'eau												

Saison sèche

Saison des pluies

Tableau 10: Répartition des revenus mensuels dans le sud

Revenu mensuel	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc

0 à 5000 Ar	Très insuffisant
5000 Ar à 10 000 Ar	Insuffisant
10 000 Ar à 20 000 Ar	Moyen
Sup à 30 000 Ar	Suffisant

Dans le sud, les populations vivent essentiellement d'agriculture et d'élevage. Mise à part le manioc, la patate douce et le maïs qui constituent les principales activités agricoles, les populations cultivent également des légumineux (lentilles, pois de bambara, haricots), des arachides, de la pastèque, citrouille, brède, etc. Cependant, l'activité agricole est mise à mal lorsque la période sèche arrive ou durant l'arrivée des tempêtes de sables (Tsiomena) qui amène le déplacement des dunes et peuvent recouvrir les terres et les récoltes. L'élevage est également mis à mal durant cette période car le manque d'eau et de pâturage impactent les bétails. Ainsi, durant la période sèche, les populations se rabattent sur les activités secondaires tel que la pêche, la fabrique de charbon, la collecte de bois de chauffage ou d'eau pour la vente (le bidon de 20l se vend entre 500 Ar à 1500 Ar). La pression sur l'environnement est alors en hausse durant cette période car les populations fabriquent du charbon et collectent du bois de chauffage pour la revente ou bien pratique la culture sur brûlis (technique ancestrales et traditionnelle pour fertiliser le sol plus rapidement) afin de faire face à la sécheresse.

La hausse de rentrée de revenus coïncide avec la saison des récoltes, c'est-à-dire entre le mois du février et le mois de juin, notamment avec la récolte du maïs. La baisse de revenu correspond à la saison sèche. Pourtant si le mois de juillet-août, saison habituellement sèche, correspondent aux mois où les revenus sont en hausse, c'est parce que les populations vendent leurs bétails tel que les zébus ou leurs chèvres pour pouvoir subvenir aux besoins du ménage. Il faut savoir que la relation que tient les populations du Sud de Madagascar avec les zébus tient du sacré et du mystique à cause de tous les tabous *«Fady»* autour du zébu mais également du rôle que tient le zébu qui assure prestige et renommé à son propriétaire.

«L'élevage bovin dans le sud de Madagascar est souvent qualifié de contemplatif et surtout destiné à assurer les rites religieux et les relations sociales. L'exploitation du troupeau reste avant tout cérémonielle: un éleveur a un troupeau important pour que de nombreuses bêtes soient sacrifiées lors de ses funérailles et pour pouvoir offrir des animaux aux funérailles d'autres éleveurs afin d'augmenter son prestige. Il lui faut aussi des bêtes à sacrifier ou à offrir à l'occasion des différents rituels qui accompagnent les événements familiaux et sociaux : naissance, circoncision, mariage, maladie, pactes de sang».

Armelle de Saint Sauveur: Le zébu dans le sud-ouest malgache, gardien des espaces pastoraux et des territoires territoriaux ; IRD 2007

La vente des zébus reste donc le dernier ressort des populations du sud en cas d'insuffisance des moyens de subsistance. D'autant plus qu'ils se nourrissent très peu des produits issus de l'élevage et leur alimentation est essentiellement végétarienne car la viande n'est consommée que lors des sacrifices. Pour ceux qui n'ont pas de bétails à vendre pour survivre durant la période de sécheresse, les familles vendent d'autre biens du ménage (marmite, couverts, vêtements, etc.) ou bien empruntent auprès des membres de la famille. Le taux d'intérêt peut atteindre jusqu'à 100% et ceux qui ont recours à l'emprunt hypothèquent leurs biens et peuvent les perdre en cas d'insolvabilité.

Dans le nord, les populations vivent essentiellement de la pêche, de l'agriculture, d'exportation et l'exploitation de la mangrove (charbon, construction de maisons, de boutre). Ci-dessous la répartition des moyens de subsistance des populations:

Tableau 11: Les moyens de subsistance des populations dans le Nord

Moyens de subsistance	
Activités principales génératrices de revenus	**Pêche**
	Agriculture liée a l'exportation
	Vanille
	Cacao
	Café
	Poivre
	Exploitation des forêts et des mangroves
	Charbon
	Construction
Activités secondaires génératrices de revenus	**Agriculture liée aux besoins subsistanciels**
	Riz
	Manioc
	Mais

	Elevage
	Commerce

Dans le Nord, les communautés ne sont pas confrontées à la sécheresse comme dans la Sud car le Nord connait beaucoup plus des longues périodes de pluies, de Novembre au mois d'avril (été). Le reste de l'année, du mois de mai au mois d'octobre, le climat est sec (hiver) avec quelques brumes le matin qui apportent l'humidité nécessaire aux récoltes. Le principal problème lié au changement climatique concerne plutôt la diminution de la production de la pêche, selon les entretiens menés avec l'ONG Blue Ventures, alors que la pêche constitue la principale activité génératrice de revenu dans la zone d'étude. Cette diminution de la productivité des produits de la pêche oblige les populations à exploiter la mangrove et la forêt pour la fabrication de charbon. L'exploitation des mangroves et des forêts n'est pas sans conséquences puisqu'elle entraine la destruction de l'habitat naturel des poissons et des crustacés et diminue la productivité des pêcheurs, donc des revenus. C'est donc un cercle vicieux qui se crée. L'arrivée des migrants dans le Nord, notamment venant du Sud, du fait qu'elle soit une zone très productive, a également des conséquences sur la productivité de la pêche (non-respect de la période de fermeture des saisons de pêche) selon les entretiens menés. Cette baisse des revenus entraine pourtant des conséquences sur le plan sanitaire car elle peut influencer les déterminants de la santé sexuelle et reproductive.

«Aller dans un centre de santé ne constitue plus une priorité pour les communautés à cause de la baisse des revenus. Par exemple, la mortalité maternelle et infantile est en hausse ici car les mères ne vont plus accoucher dans les centres de santé car elles n'ont pas d'argent et donc accouche chez elles».
«[…] la baisse de revenus entraine également l'abandon de l'école car les parents ne peuvent plus assurer la scolarité de leurs filles, préférant prioriser la nourriture. Donc les filles sont plus exposées aux risques de grossesse précoce car elles n'ont plus rien à faire».
Entretien individuel, Personnel d'ONG femme, Ambanja

3.3.2 Distribution des aides matérielles

Les aides et les soutiens qu'apportent les ONGs, l'Etat ou les organismes d'aide tels que le FIAVOTA[6] dans le sud sont également une manne essentielle dans la région pour pouvoir subsister. Les aides qu'apportent ces derniers font d'ailleurs partie de la stratégie de survie des ménages durant les périodes où les revenus sont faibles voire inexistants car les transferts monétaires peuvent servir de garantie lors d'emprunt d'argent. Par conséquent, les retards de paiement des transferts monétaires de la part des organismes d'aide peuvent lourdement impacter les familles et les mettre en difficulté en cas de contractions de dettes.

Pour faire face à la sécheresse, conséquence du changement climatique dans le sud, les membres du ménage mettent en place une stratégie de survie en modifiant la quantité, la fréquence et la qualité des repas pris. Les normes et les règles qui sont établies au sein de la société désignent également les membres qui se sacrifient durant les périodes de famines et généralement ce sont les mères de familles. Les participants des focus groups trouvent normal que les rations alimentaires des hommes soient supérieures à ceux des femmes puisque ces

[6] FIAVOTA ou rescousse dans la langue locale, est un programme intégré de transferts monétaires et de nutrition en réponse aux effets de la sécheresse dans les régions Androy et Anosy pour 70.000 familles réparties dans les cinq districts les plus touchés : Ambovombe, Tsihombe, Bekily, Beloha, Amboasary. Mis en œuvre depuis 2016, il vise à améliorer le bien-être des ménages les plus vulnérables, à renforcer leur capacité de résilience et à relancer leurs activités économiques, ainsi qu'à les encourager à investir davantage dans le développement humain.

derniers nécessitent plus de force et d'énergie pour assurer les moyens de subsistance du ménage. Pour les communautés interrogées, le ménage aurait au contraire beaucoup plus à perdre si le chef de famille se sacrifie en diminuant ses rations alimentaires.

Tableau 12: Moyen de subsistance et stratégie d'adaptation en fonction des revenus dans le Sud

Revenu	Moyens de subsistance	Stratégie d'adaptation
Très insuffisant	• Fabrique de charbon • Collecte de bois de chauffage • Collecte d'eau • Vente des biens du ménage et des bétails • Travail salarial dans les champs • Emprunt auprès des familles	• Baisse de la fréquence des repas (0 à 2 fois/jour) • Baisse de la quantité de repas: 1 kapaoka[7] de riz (environ 300g) répartie en 2/3 fois • Les enfants mangent beaucoup plus que les parents • Les parents mangent moins, surtout les mères de famille • Les repas sont moins diversifiés : figues de barbarie (cactus) ; mélange de sable, de sel et d'œufs de poisson (miniminike), tamarin, brèdes
Insuffisant		
Moyen	• Vente de petits bétails (poule, chèvre, dindon) • Vente des récoltes • Transfert monétaire (Fiavota)	• Fréquence des repas à 3 fois/jour • Les repas sont plus diversifiés : riz, manioc • Le chef de famille mange le plus
Suffisant		

Au Nord, bien que les problématiques ne soient pas les mêmes, il n'existe pas non plus de stratégies précises d'adaptation pour les communautés par rapport aux conséquences liées au changement climatique. La montée du niveau de la mer constitue par exemple une autre conséquence du changement climatique, liée à la destruction des mangroves servant de barrières naturelles contre la montée du niveau de la mer. Selon un entretien individuel avec un président de la communauté de base[8] (Vondron'Olona Ifotony), la destruction des mangroves entraine la montée du niveau de la mer jusque dans les villages, voire dans les champs ou rizières. Ce phénomène a un impact sur les récoltes, et donc sur les revenus et à long terme des problèmes d'insécurité alimentaire. Pourtant, la stratégie adoptée par la population face à la montée de l'eau consiste à se déplacer à un autre endroit, défricher des surfaces boisées pour s'y installer et cultiver.

Tout comme dans le Sud, les populations exercent une pression sur l'environnement pour faire face aux changements climatiques et n'arrivent pas encore à prendre conscience du lien entre les conséquences environnementale et l'accès aux actifs. Pour s'adapter au changement climatique, les communautés recourent également à la vente de leurs biens ou emprunter de l'argent auprès des groupements d'épargne communautaire (GEC) mis en place par l'ONG Blue Ventures. Comme dans le sud, le renforcement de la résilience s'appuie essentiellement sur les ONGs travaillant sur place qui a mis en place des activités génératrices de revenu (apiculture, culture maraichère). Par exemple, Blue Ventures a mis en place des groupements de jeunes (Youth Group) et des groupements de femmes (Mother Group) afin de renforcer la participation à la vie communautaire et à la prise de décision. La mise en place des groupements des communautaires de base par les ONGs de conservation a également permis d'impliquer la population dans la gestion durable et autonome de l'environnement. Il aurait cependant été

[7] Le « kapoaka », généralement une boite de conserve, sert d'unité de mesure national et traditionnel malgache
[8] Le VOI est un groupement composé des membres de la communauté qui ont pour mission de protéger et préserver l'environnement en assurant une gestion durable des mangroves et de la faune maritime.

intéressant de connaitre un peu plus le processus décisionnel entre les femmes et hommes afin de savoir si la participation à la prise de décision encourage l'équité et l'inclusion.

4. L'accès aux services et aux espaces publics

4.1. La mobilité comme déterminant de l'accès aux services et aux espaces publics.

L'accès aux services et aux espaces publics sont déterminés par plusieurs facteurs qui modulent fortement les comportements de mobilités.

Tout d'abord, la division sexuelle du travail impacte fortement la mobilité des femmes et des hommes. Les femmes sont soumises à une double journée de travail, voire une triple journée qui constitue un frein à leur liberté, à leur mobilité, et à leur participation au développement d'elle-même et de leur communauté. La division sexuelle du travail vu plus haut nous a montré que le travail domestique, l'alimentation et les soins aux enfants, incombent aux femmes et filles dans le Sud. Bien que la collecte des données ne nous ait pas permis de déterminer de façon précise le nombre d'heure que les femmes et les filles passent pour effectuer ces tâches, l'analyse des discussions nous a permis de déterminer que les rôles reproductifs incombent principalement aux femmes et aux filles plutôt qu'aux hommes et aux garçons.

Les normes sociales ont associé les femmes à l'espace intérieur, donc la gestion du foyer, et les hommes à l'espace extérieur de par son rôle de sociabilité et de son devoir de chercher de l'argent pour nourrir sa famille. Ainsi, cette division des rôles influence fortement le comportement de mobilité puisque l'association des femmes à l'intérieur conditionne les espaces qu'elles peuvent fréquenter. Comme les rôles reproductifs sont effectués essentiellement dans le foyer, la mobilité des femmes et des filles est beaucoup plus réduite que celle des hommes et des garçons. Les déplacements des femmes sont souvent liés à la maintenance du foyer (aller aux marchés, collecter de l'eau et du bois de chauffage, amener les enfants aux centres de santé, etc.). Cela nous amène à la conclusion que les mouvements des femmes sont structurés par le travail domestique : *« Chaque activité ramène à l'habitation, chaque déplacement correspond à une activité »* [9]. De même, la division du travail a permis d'organiser le temps des femmes en conciliant le temps lié à la gestion du foyer tout en assurant le travail productif (travail agricole, commerce des récoltes, de bois de chauffage et ou charbon, etc.).

En plus de la division sexuelle du travail qui limite le budget temps et la mobilité des femmes, s'ajoute également l'accès inégale aux moyens de déplacement. Dans les milieux ruraux au Sud où a été fait la collecte des données, les déplacements se font essentiellement à pied, en charrette à zébus et à vélo. Les observations et les discussions de groupes qui ont été fait ont permis d'identifier que les moyens mécanisés comme le vélo et la charrette à zébus sont plutôt réservés à l'utilisation des hommes alors que les femmes effectuent souvent le trajet à pied pour pouvoir se déplacer. Cette inégalité des moyens de transport a des conséquences sur le comportement de mobilité car les déplacements de proximité sont plus réservés aux femmes, tandis que les déplacements long courrier sont réservés aux hommes. C'est le cas des migrations qui concernent beaucoup plus les hommes qui migrent vers le nord pour gagner de

[9] Coutras Jacqueline (1997a) "La mobilité quotidienne et les inégalités de sexe à travers le prisme des statistiques", Recherches féministes, vol 10, n°2, pp. 77à 90.

l'argent dans le travail agricole, de gardiennage, etc. Ce sont des migrations temporaires et ponctuelles justifiées, soit par le changement climatique, où durant la période de sécheresse le travail agricole est impossible. Soit, pour des évènements liés aux coutumes et traditions telles un enterrement qui nécessite de rassembler beaucoup d'argent pour les cérémonies de deuil[10].

Le changement climatique a des conséquences sur la mobilité des communautés puisqu'il multiplie le temps de trajet nécessaire pour aller collecter de l'eau, ou du bois de chauffage sachant que c'est une activité qui est incombé aux femmes et aux filles. Le changement climatique limite également les déplacements des filles et des femmes si elles souhaitent accéder aux services de santé ou accéder à l'éducation. C'est un problème qui a été évoqué durant les entretiens qui a été fait dans le Nord.

> *«Durant la saison de pluie, les inondations impactent l'accès des femmes aux services liés à la santé sexuelle et reproductive car par exemple si les femmes doivent aller au CSB, les inondations les empêche d'y aller et de renouveler leur injection ou bien lorsqu'elles doivent aller accoucher ou suivre leur grossesse.»*
>
> *Entretien individuel, Personnel d'ONG femme, Ambanja*

Les questions de sécurité peuvent également influer sur la mobilité puisque la région du Sud fait face aux menaces des «Dahalo»[11] qui sèment la terreur au sein des villages. Les femmes se déplacent donc rarement seules et doivent s'organiser en groupe pour pouvoir se déplacer. On a d'ailleurs remarqué durant les observations sur le terrain que les hommes tiennent toujours des haches quand ils se déplacent, un outil qui leur servent pour se défendre ou à couper du bois de chauffage.

Concernant l'accès géographique, la réalisation du mapping dans le Sud a permis de remarquer que la répartition des services (école, centre de santé, points d'eau, etc.) est souvent concentrée au niveau du chef-lieu des communes rurales. Or les distances entre le chef-lieu des communes rurales par rapport aux Fokontany peuvent varier d'un endroit à l'autre. Par exemple, pour la commune rurale de Tanandava, les distances entre le chef -lieu de la commune et les autres Fokontany varient entre 0 à 18km et pour celle de la commune rurale de Sampona, les distances varient entre 0 à 8 km. Les conséquences sur l'accès et la participation aux services se ressentent directement en prenant l'exemple sur la fréquentation du centre de santé de Sampona qui est beaucoup plus fréquenté que celle de Tanandava.

Au final, la division sexuelle du travail de par les normes sociales, l'inégale accès des moyens de déplacement, l'éloignement géographie et l'inégale répartition des services au sein des communes ainsi que les questions de sécurité et de changement climatique constituent autant de facteurs qui influent sur la mobilité de la population.

[10] L'usage exige durant les obsèques, dans la région Antandroy, Antanosy et Mahafaly, le sacrifice de plusieurs zébus, parfois même le cheptel entier si ce dernier appartient au défunt. Le défunt ne pourra être enterrer que lorsque tous les zébus seront tous tués, ce qui peut prendre plusieurs mois. La cérémonie peut se dérouler sur plusieurs jours avec des veillées nocturnes accompagnées de chants et de danses. L'importance de la fête est liée à la richesse du défunt dont les cornes de zébu orneront par la suite son tombeau.

[11] Les «Dahalo», ou bandits, sont à l'origine des groupes marginaux originaires dans les cultures du Sud. Leurs actes de banditisme sont associés aux des vols de zébus, en ayant recours quelques fois à bruler des villages tout entier.

4.2. Accès aux différents services

La cartographie qui a été effectuée dans le sud a permis de recenser les services présents au sein des zones d'intervention de l'étude et de comprendre leur structure et leur fonctionnement. Les discussions autour de l'accès et la prise des décisions au niveau communautaires a permis de s'attarder sur les différents services présents sur le territoire afin de comprendre les facteurs qui favorisent ou empêchant son accès. Il faut noter que la réalisation de la cartographie a été effectuée pour les deux communes rurales: Tanandava et Sampona. Par contre le focus group sur l'accès et la prise de décisions au niveau communautaire n'a été possible que pour la commune de Sampona, pour les raisons indiquées dans les limites de l'étude.

Pour le Nord, le recensement des services est basé sur la revue des données secondaires et sur les entretiens qui ont été effectués auprès des personnes clés.

Figure 6: Cartographie Tanandava

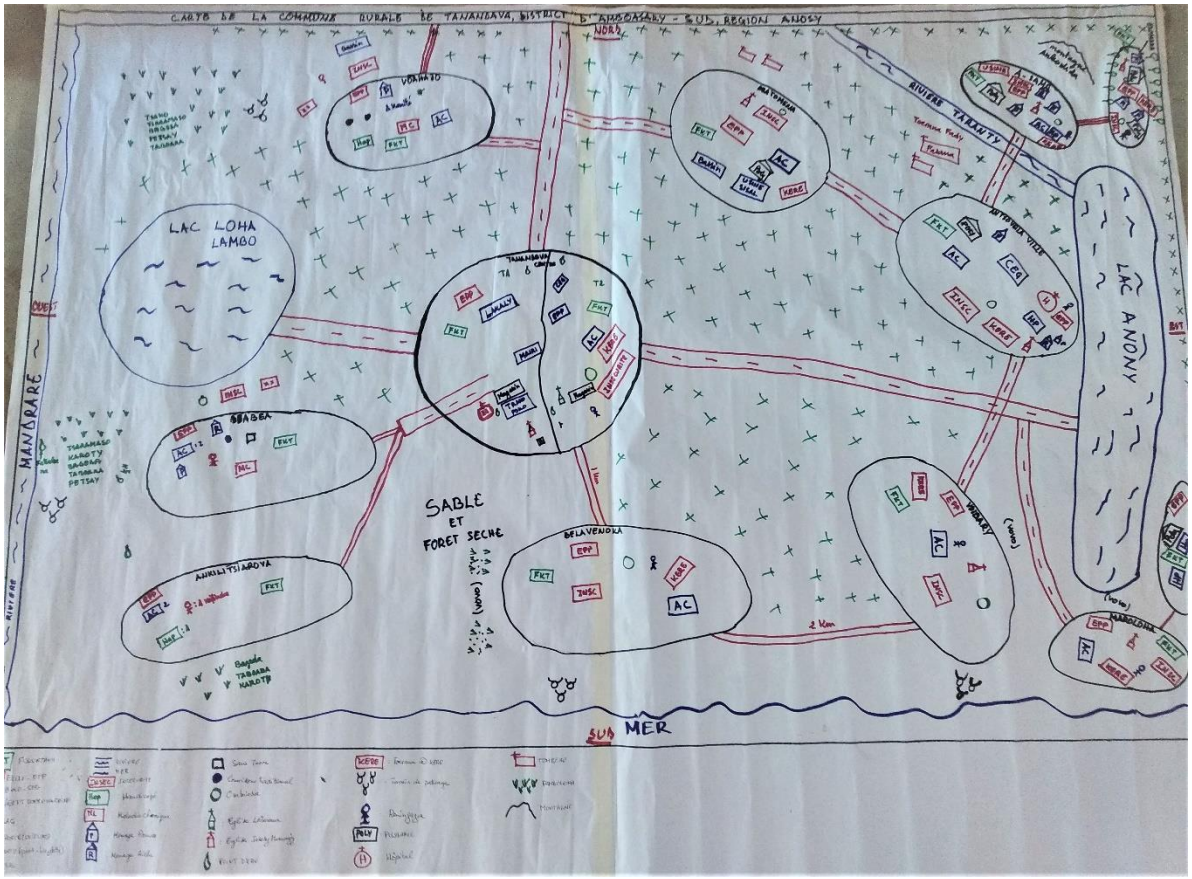
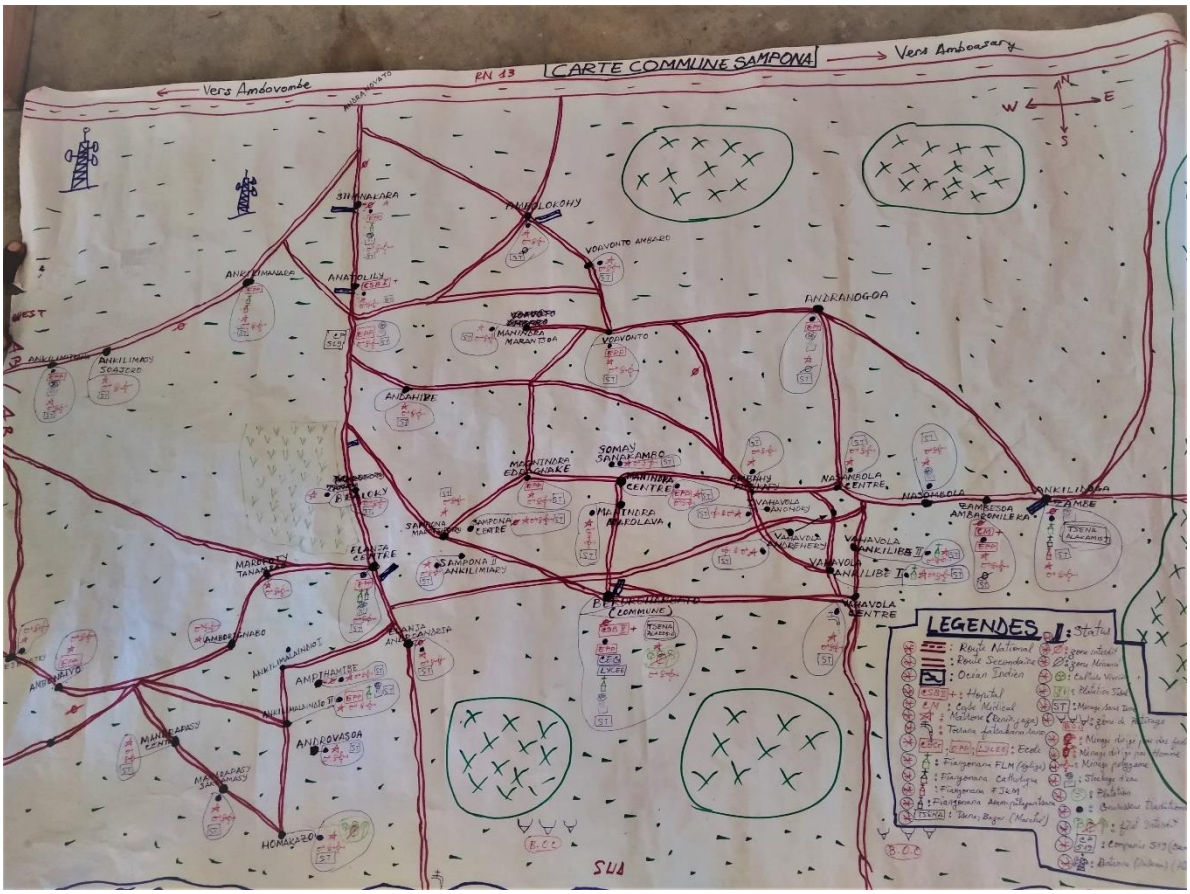


Figure 7: Cartographie Sampona



4.2.1. Accès aux services de santé

Dans le système de santé malgache, les centres de santé de base de niveau I (CSB I) assurent les besoins de santé dans les fokontany plus ou moins enclavés et sont habituellement dirigés par un infirmier diplômé d'Etat. Les CSB II assurent quant à eux les besoins de santé au niveau du chef-lieu de la commune, dirigé par un médecin diplômé d'Etat. La commune rurale de Tanandava dispose d'un CBS I et d'un CSB II tandis que la commune rurale de Sampona dispose de deux CSB I et un CSB II. Ci-dessous la répartition des infrastructures sanitaires au sein des deux communes rurales:

Tableau 13: Répartition des centres de santé au niveau des communes rurales dans le Sud

Commune	CSB I	Distance*	CSB II	Distance*
Tanandava	Atsovela ville	6km	Tanandava centre	0km
Sampona	Antolily Ezambé	8km 5km	Sampona centre	0km

** La distance correspond à l'éloignement par rapport au chef-lieu de la commune*

Les focus groups ont montré que les populations vivant à Tanandava ont plus de difficulté pour se rendre dans les centres de santé à cause de l'éloignement géographique. Les observations et les entretiens menés avec les personnels soignants du CSB II de Tanandava ont permis de

confirmer ce constat car le CSB II de Tanandava est moins fréquenté comparé au CSB II de Sampona[12]. Pour remédier aux problèmes de distanciation, les agents communautaires (AC), qui se trouvent à la base de la pyramide de santé malgache, assurent le relais entre la communauté et les services de santé. Les AC ne sont pas des professionnels de santé mais lors des entretiens avec les personnels de santé, ils peuvent pratiquer les injections contraceptives étant donné qu'ils ont reçu une formation dédiée à cela. Les AC jouent également un rôle primordial dans l'accès à l'information concernant les questions de santé en répandant les messages de sensibilisation et de prévention auprès des communautés.

Concernant la situation des services de santé basé dans le Nord, nous nous étions basés sur 3 communes d'Ambanja où l'étude Rasmussen a été effectuée et sur les données secondaires de l'ONG Blue Ventures pour recenser les services de santé présent. Il existe un CSB II dans chaque commune mais aucun CSB I.

Tableau 14: Répartition des centres de santé au niveau des communes rurales dans le Nord

Commune	CSB I	Distance*	CSB II	Distance*
Ambalahonko	Ø		Ambalahonko	0km
Antsakoamanondro	Ø		Antsakoamanondro	0km
Maherivaratra	Ø		Maherivaratra	Okm

** La distance correspond à l'éloignement par rapport au chef-lieu de la commune*

Dans le Nord, la couverture sanitaire n'assure pas tous les besoins de la population en matière de santé par rapport au nombre des CSB présents et par rapport à l'éloignement géographique. L'analyse des données secondaires et des entretiens ont indiqué l'existence des cases de santé communautaire qui dispensent les premiers soins et les soins d'urgence par les AC. Ces cases sont rattachées et gérées par les CSB qui forment les AC. Ces cases de santé communautaires facilitent la vie des populations mais également celle des AC qui ne peuvent pas se déplacer. Seulement, leur nombre et leur état ne suffisent pas à satisfaire tous les besoins en matière de santé et les compétences techniques des AC ne suffisent pas à satisfaire tous les besoins des usagers. Les CSB travaillent en partenariat avec les ONGs tel que Mahefa Miaraka sur l'accompagnement et le renforcement de capacités des AC sur la santé maternelle et infantile et sur la planification familiale à courte durée. MSM (SPO et Outreach) apporte également son soutien sur la sensibilisation et la planification à longues durées.

Pour les populations qui ne peuvent pas ou ne veulent pas accéder aux centres de santé, il existe les matrones (renin-jaza) pour les femmes et les tradipraticiens (ombiasy / dadarabe) pour les hommes qui constituent des choix alternatifs pour satisfaire les besoins de santé. Leurs services sont payants mais l'avantage d'utiliser les services d'une matrone, c'est qu'elles peuvent se déplacer à domicile, ce qui n'est pas toujours les cas pour les personnels de soins dans les CSB à moins de monnayer plus d'argent.

Tableau 15: Facteurs liés à l'accès à l'offre de services de santé et choix alternatives

Offres de services	Facteurs d'influence	Facteurs d'obstacles	Alternatives

[12] Le CSB II de Sampona a été sélectionné par la présidence pour bénéficier d'une rénovation et d'une construction d'un bâtiment aux normes sanitaires. Lors de la descente pour la collecte des données, le nouveau centre était en cours de finition et sera dans l'année opérationnelle

Planification familiale	• Période de sécheresse liée à la baisse des revenus (sud) • La multiplication démographique fait qu'il y a moins de terre à cultiver • Si la femme est multipare (à partir de 6 ou 7) dans le Sud	• Décisions du conjoint • Normes sociales et les croyances culturelles • Si la femme est nullipare • Valeurs rattachées aux enfants	• N'utilise pas • Se cache pour l'utilisation
Suivi pré et post natal	• 1ère grossesse • Peur des complications	• Eloignement géographique • Décision du conjoint • Inondation	• Matrones
Accouchement	• Peur des complications • Premier accouchement (Sud)	• - Eloignement géographique • Insuffisance du revenu • Manque d'eau et de nourriture • Inondation	• Matrones • A domicile

Si les consultations et les soins sont gratuits au niveau des centres de santé, les médicaments sont payants. La non-gratuité des médicaments constitue un facteur de découragement pour les populations à utiliser les services de santé sachant que les principaux usagers de services de santé sont les femmes. Le fait que l'accès aux ressources et la mobilité des femmes sont limités pour les raisons citées plus haut, leur comportement de recherche de santé s'en trouve fortement impacté. Dans les discussions auprès des personnels de santé, la peur des complications constitue une raison favorable à l'accouchement dans un centre de santé. Cette peur n'arrive pourtant que lors du premier accouchement pour s'assurer qu'il n'y aura pas de complications. Les accouchements suivants se feront par la suite à domicile.

«C'est à cause de la peur des complications que les femmes viennent accoucher ici […], pour les autres, elles viennent ici que pour leur premier accouchement mais à partir du second, du troisième et plus, elles le font chez elles».

Entretien individuel, Personnel de santé femme, Tanandava

«Les femmes qui viennent accoucher chez nous concernent les femmes qui accouchent pour la première fois ou bien c'est parce qu'elles sont instruites. Pour les naissances suivantes cela se font avec les matrones».

Entretien individuel, Personnel de santé femme, Tanandava

La section 6 qui porte sur le contrôle au corps et aux relations expliquent les valeurs qui sont rattachées au fait d'avoir des enfants nombreux dans les deux cultures. Ainsi, le recours aux contraceptions ne se pose que lorsque les femmes sont proches de la taille idéale des enfants à naitre et que le ménage commence à prendre conscience de l'impact du manque de revenu sur le bien-être familial, et décide d'espacer les naissances.

On a également pu relever que les aléas climatiques, liés à l'absence de pluie ou les inondations influent sur les décisions à recourir ou non aux offres liées à la SSR comme le choix d'utiliser une méthode contraceptive à cause du manque de revenu (cf. section 6 sur le contrôle aux corps et aux relations) ou à celui d'accoucher ou non dans un centre de santé. Par exemple, le nombre d'accouchement effectué au CSB II de Sampona a diminué de moitié par rapport à l'année 2020, causé par le manque de nourriture, durant la période de sécheresse, qui accompagne la parturiente au centre de santé Cela a pour conséquence de créer un sentiment de frustration et de honte qui influe sur la décision d'accéder au centre de santé.

«Si on compare le nombre d'accouchement réalisé en 2020 par mois, on atteignait les 60 par mois. Mais actuellement, cela a diminué à 30 par mois. Quand on leur a demandé pourquoi elles ne viennent pas accoucher au CSB, elles ont honte car les gens voient

immédiatement la nourriture que leurs familles les ont ramenés, du manioc. Du coup, elles se disent que les gens vont la juger qu'une femme qui accouche ne doit pas manger du manioc. C'est pour ça que nos accouchements ont baissés […]»
Entretien individuel, Personnel de santé homme, Sampona

De même, il existe une certaine ambivalence puisque même si les femmes sont les principales usagères de service de santé, du fait que leurs besoins sont beaucoup plus élevés en matière de santé reproductive, elles n'ont cependant pas le contrôle sur l'utilisation des services de santé. Les hommes prennent essentiellement les décisions concernant les questions de SSR et de SMI telles que l'accouchement, le suivi des naissances ou l'utilisation de méthode contraceptifs.

Enfin, les normes sociales autour du comportement de recherche de santé des hommes font qu'ils fréquentent très peu les centres de santé, sauf cas de force majeure (en cas d'infection sexuellement transmissible). D'autant plus que les hommes se sentent moins engagés dans la responsabilité d'accompagner leurs enfants dans les centres de santé. Cette tâche incombe souvent aux femmes d'après observations faites sur le terrain. Les files d'attente devant l'entrée du CSB sont majoritairement composées de femmes avec leurs enfants.

4.2.2. Accès à l'eau et l'hygiène

L'accès à l'eau dans le Sud reste encore un problème majeur étant donné la raréfaction de cette ressource. Ainsi les populations sont obligées d'utiliser différentes ressources d'eau qui ne sont pas toujours potables. L'eau de pluie peut être captée par certaines habitations dont les toits sont reliés à des citernes. C'est le cas le plus souvent pour les CSB. Mais les populations utilisent essentiellement l'eau en surface, c'est-à-dire l'eau de pluie qui se forme dans des marres naturelles durant la saison de pluie mais qui ont l'inconvénient de vite s'assécher. Il existe également des «vovo» (puits traditionnels), des trous qui sont creusés de quelques mètres permettant d'accéder à la nappe phréatique. Ces trous temporaires sont creusés de manière régulière et sont abandonnés pour laisser à de nouveaux trous lorsque le niveau de salinité augmente ou si l'eau s'assèche.

Les défis de l'accès à l'eau en matière d'hygiène dans le Sud

Les ménages utilisent essentiellement l'eau pour les besoins concernant l'élevage, l'agriculture et les besoins du ménage lié à l'alimentation. Les besoins concernant l'hygiène et l'assainissement sont relégués au second plan et ne constituent pas une priorité car culturellement la défécation à l'air libre reste pour beaucoup une pratique courante. Les pratiques d'hygiène dû au manque d'eau sont sources de plusieurs maladies chez les filles et les femmes dont les besoins en matière d'hygiène menstruelle ne sont pas assurés et causent des infections génitales. La fréquentation des centres de santé pour les accouchements se retrouve également impacté car l'accès à l'eau est payant pour les femmes. Enfin, la qualité de l'eau génère des conséquences négatives en matière de santé, surtout chez les enfants de moins de 5 ans qui sont souvent atteint de diarrhée et de malnutrition.

Lors de la mission de reconnaissance de la zone de collecte au Sud, les observations ont permis de constater qu'il existe des bornes fontaines, forage, et même des châteaux d'eau qui sont installés au niveau des communes, le fruit des activités des projets de l'Etat ou d'ONGs. Cependant, la majorité de ces installations ne sont plus fonctionnelles, notamment le puit muni d'une pompe manuelle qui a été inauguré en 2018 avec le concours du PNUD, de l'Unicef et les autorités étatiques dans la commune rurale de Tanandava. Les installations manquent d'entretien et de suivi pour être opérationnelle. De même, les membres de bureau du comité de

gestion de l'eau sont principalement des hommes car ils sont responsables de l'entretien des installations comme l'indique les conversations issues des Focus Group.

« Ce sont les hommes qui décident et qui choisissent où installer le point d'eau car ils sont responsables de l'entretien ou des réparations si jamais il est cassé »
Focus group des hommes «Qui fait quoi, qui prend les décisions?» Tanandava

Enfin, les populations exploitent également les ressources naturelles telles que ceux de la rivière Mandrare, du lac Taranty, ou de la poche d'eau saumâtre situé près du lac Anony dans la commune rurale de Tanandava. L'approvisionnement en eau à la rivière Mandrare constitue également une ressource importante durant la période sèche ou lorsqu'il n'existe pas de réservoir d'eau dans le Fokontany. Les populations ont donc le choix de collecter eux-mêmes l'eau en parcourant plusieurs kilomètres jusqu'à la rivière Mandrare ou bien achètent de l'eau aux personnes qui transportent de grands volumes. Cette dépense représente un énorme budget pour les ménages puisque le prix du bidon d'eau de 20l peut varier entre 500 à 1500 ariary.

Tableau 16: Répartition des points d'eau dans le Sud

Points d'eau	Sampona			Tanandava		
	FKT	Conditions d'accès	Distance*	FKT	Conditions d'accès	Distance*
Réservoir d'eau de pluies	Ankilimalaindio II Elanja centre Sihanakara Ankilimitraha Andranogoa Beroroha Nasambola Ezambé Compagnie 519 (Base militaire)	Payant. Le prix dépend du Chef de Fokontany	5km 4km 8km (Inconnue) 7km 1km 5km 5km 8km	Berano Ambatomena (Bassin de la société de Sisal) Tanambao		3km 2km
Puits traditionnels (vovo)	Vahavola Centre Elanja Androandria	Payant. Entre 500 à 1500 ar le bidon en fonction de la saison	2km 5km	Tanandava I Tanandava 2 Maroloha Bebea Belavenoka		0km 0km 7km 3km 2km
Rivière	Mandrare			Mandrare		
Poche d'eau saumatre (Ongne)				Vohibary	Gratuit	4km
Lac Taranty					Gratuit	2 km

** La distance correspond à l'éloignement par rapport au chef-lieu de la commune*

Dans le nord, les problématiques liées à l'eau ne sont pas les mêmes. L'abondance de pluie à Ambanja assure l'approvisionnement des nappes phréatiques mais les besoins concernant l'eau sont loin d'être satisfait. La mauvaise administration de l'eau, le manque d'infrastructures en eau et assainissement (borne fontaine et latrines) et les inondations participent à la pollution de l'eau. Comme dans le Sud, la défécation à l'air libre reste dans les pratiques des communautés locales et la caractéristique du sol ne permet pas aux ménages de construire des

latrines. En effet, les inondations provoquent la destruction des latrines à cause de la remontée à la surface des selles et l'écroulement de la fosse après la période de pluie[13].

Tableau 17: Répartition des points dans le Nord[14]

Points d'eau	Ambalahonko		Antsakoamanondro		Maherivaratra	
	FKT	Carastéristique	FKT	Carastéristique	FKT	Carastéristique
Puits améliorés	Ambalahonko	3 non-fonctionnel			Antetezambato	2 non fonctionnels de type India Mark (pompe mannuelle)
	Andrahibo	1				
Puits traditionnels (vovo)			Andilamboay	10 puits (qualité non assuré) Les puits creusés après chaque saison de pluie		
			Mahamanina	3 puits (qualité non assurée) Les puits s'écroulent souvent lors de la saison de pluie		
	Ambalahonko	Les ménages utilisent leurs propres points d'eau qui ne sont pas protégés	Antsakoamanondro	2	Antetezambato	2 fonctionnels
	Andrahibo	5 puits	Antsahampano	Aucuns des puits ont des couvercles	Ampanakana	2 puits mais1 a risque a cause de son ancienneté
Autres			Antsakoamanondro	1 puit spécial pour la lessive a cause de la salinité (india mark)		

4.2.3. Accès à l'éducation

A Madagascar, l'éducation est gratuite dans le système éducatif public et est obligatoire mais cette gratuité et cette obligation est loin d'être effective étant donné que 1 300 000 d'enfants dans toute l'île ne sont pas scolarisés[15]. Dans le Sud, la gratuité de l'éducation ne constitue pas un facteur d'influence suffisant pour investir dans l'éducation des enfants. Certes les parents ne supportent pas les coûts directs lié à l'éducation (frais de scolarité) mais les coûts indirects représentent un gros budget pour les ménages (matériels scolaires, enseignants au primaire ou Maitre FRAM[16], nourriture, etc.). La rémunération des FRAM se fait par l'association des

[13] Données issues du diagnostic participatif WASH dans les communes rurales d'Ambanja effectué par Blue Ventures.
[14] Données issues du diagnostic participatif WASH dans les communes rurales d'Ambanja effectué par Blue Ventures.
[15] *« Un monde prêt à apprendre : Accorder la priorité à une éducation préscolaire de qualité »* ; Rapport de l'UNICEF, Avril 2019
[16] 80% des enseignants dans le primaire (Maitre FRAM) sont recrutés et payés par l'association des parents d'élèves afin de combler les postes vacants. Très peu d'entre eux sont formés et reçoivent une formation

parents qui s'engagent à leur rémunérer en fonction de leur possibilités (argent ou parcelle de terre à cultiver).

L'insécurité alimentaire dans le Sud constitue un frein à l'accès à l'éducation des enfants. En effet, lorsque la faim est chronique comme c'est le cas dans le sud, les enfants sont moins motivés à aller à l'école et les résultats négatifs scolaires (difficulté de concentration, redoublement, décrochage scolaire, etc.) poussent les parents à ne pas investir longtemps dans l'éducation des enfants. Les parents préfèrent que leurs enfants travaillent en s'occupant des zébus pour les garçons et en allant aider leurs mères aux tâches domestiques pour les filles. Le décrochage scolaire participe également aux risques liés à l'exploitation sexuelle des filles et à la délinquance des garçons car les filles tombent rapidement dans la prostitution alors que les garçons sont entrainés dans les activités des banditisme (Dahalo).

«A cause de la famine, les parents sont obligés d'arrêter la scolarité des enfants et les font travailler […]. Les enfants ne sont plus motivés à aller à l'école car selon l'expression «quand le ventre a faim, l'esprit divague»*. Ce qui fait qu'ils n'arrivent pas à travailler à l'école s'ils ont faim».*

Focus group des femmes «Accès aux services et prise de décisions», Sampona

L'éloignement géographique, constitue également un frein important dans l'accès à l'éducation. De plus, une fois passé l'école primaire, l'accès au collège et le lycée devient de plus en plus difficile d'accès si les enfants ne résident pas au niveau du chef-lieu de la commune. C'est le cas essentiellement des filles qui sont moins nombreuses à aller au lycée, en partie à cause de l'éloignement géographique qui limite leur mobilité. On rencontre également la même configuration dans le Nord puisque les filles sont de moins en moins nombreuse à aller à l'école une fois qu'elles ont passé le niveau primaire à cause de l'éloignement des collèges et lycées. De plus, durant la saison de pluie, les inondations limitent les déplacements et obligent les populations, dont les filles, à rester chez eux.

[…] il existe un village, Ambiky, où les filles peuvent rester bloquées chez elles à cause de la montée de l'eau durant la saison des pluies. Comme le lycée est loin, les filles ne peuvent pas aller à l'école car l'eau reste durant 3 jours dans le village. Cette situation les décourage à aller à l'école et préfère abandonner avec le risque qu'elle rencontre un garçon et tombera vite enceinte».

Entretien individuel, Personnel ONG homme, Ambanja

Le manque et la qualité des infrastructures scolaires constituent également des facteurs d'obstacles à l'accès à l'éducation. C'est le cas dans le Nord par rapport au faible nombre d'établissement scolaire présent au niveau des 3 communes d'intervention de l'ONG Blue Ventures.

Tableau 18: Répartition des écoles dans les trois communes d'interventions de Blue Venture dans le Nord

Système éducatif	Ambalahonko	Antsakoamanondro	Maherivaratra
EPP	Ambalahonko Ambolakapiky	Andrahibo Ankigabe	Andilamboay Mahamanina
CEG			

pédagogique, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement proposé. Le niveau scolaire moyen des maitres FRAM atteint le brevet des collèges (BEPC).

Lycée			
Ecole privée	Ambolakapiky Ambalahonko		

En plus de la vétusté des infrastructures, il y aussi le manque de matériels (bancs, table, salle de classe, etc.). Les élèves sont obligés de s'assoir par terre, de partager une salle pour plusieurs classes comme c'est le cas pour le lycée de Tanandava centre qui ne dispose pas d'établissement. Le lycée de Tanandava utilise la salle communale de la mairie pour toutes les classes et est donc obligé d'adapter les horaires et la disponibilité des cours.

Enfin, les normes sociales et les pratiques culturelles participent également aux freins liés à l'accès à l'éducation, surtout dans le maintien des filles dans le niveau collège et secondaire. En effet, le mariage prime sur l'école car le mariage peut constituer un mécanisme de protection des jeunes filles qui permet de préserver l'honneur familial en empêchant les grossesses hors mariage. Une pratique qui facilite la prolifération des grossesses précoces et les mariages précoces. De même, la division sexuelle du travail liée aux normes sociales incombe plus de tâches domestiques aux filles qu'aux garçons, ce qui impacte leur assiduité à l'école.

Tableau 19: Répartition des écoles dans les communes de Sampona et de Tanandava au Sud

Système Education	**Leadership** **Processus décisionnel**		**Facteurs d'influence**	
	FKT	**Distance***	**FKT**	**Distance***
EPP	Sihanakara, Ankilimanara, Mandrampasy Amborignabo, Elanja centre, Magnindra centre, Ezambe, Voavonto, Magnindra Endragnake, Beroroha, Ambonaivo, Andranogoa, CP 519 (Compagnie 519), Ankilimalaindio II, Ankilimitraha	8km 8km 6km 6km 4km 3km 5km 6km 4km 0km 6km 7km 5km 9km	Tanandava centre Voahazo Berano Ambatomena Antsovela Ville Antsovela Sama Elomake Maroloha Vohibary Beabe	0km 2km 3km 6km 9km 18km 7km 4km 3km
CEG	Beroroha	0km	Tanandava Centre Antsovela Ville	0km 6km
Lycée	Beroroha	0km	Lycée	0km

** La distance correspond à l'éloignement par rapport au chef-lieu de la commune*

4.3. Aide mutuelle et soutien/soin collectif

Mise à part l'accès aux services qui assurent les besoins essentiels de la population en termes de santé, d'hygiène et d'éducation, il convient également de parler de l'accès et de la participation des populations locales aux comités qui participent au renforcement de la résilience aux aléas provoqués par le changement climatique. Les discussions, lors de Focus groups, ont permis d'identifier l'importance et la place des aides apportées par les différents organismes étatiques, les ONGs et les agences des Nations Unies. Les aides apportées par ces différents organismes et programmes participent à renforcer la résilience des populations face au manque de revenus, les aléas climatiques et les problèmes liés à la sécurité alimentaire.

Dans le Sud, les aides sont apportées sous la forme de transferts monétaires en plusieurs mensualité (Programme FIAVOTA)[17] pour les ménages les plus vulnérables ou bien à l'aide des dons de semence, de l'octroi de matériels agricole ou des formations liés à l'agriculture (CTAS, GRET, FAO, DEFI, etc.). Malheureusement, l'octroi des aides ne se font pas toujours de manière transparente et pose problèmes lors de l'identification des bénéficiaires. Par exemple, le ciblage des bénéficiaires est effectué par les autorités locales (chef de fokontany ou maire) et un système de clientélisme se met en place entre les autorités et ses proches et défavorisent les plus vulnérable. Cela provoque des découpages informels des fokontany et qui complique le recensement des ménages lors de l'identification des bénéficiaires. En effet, les fokontany qui ne reçoivent pas les aides se détachent du fokontany de leur appartenance pour en créer un nouveau. Ainsi par exemple, si au départ la commune rurale de Tanandava n'est composée officiellement que de 14 fokontany, il existe actuellement 42 fokontany. De même, les critères de vulnérabilité ne prennent pas toujours en compte les besoins spécifiques des populations et ne favorisent pas l'équité et l'inclusion car les aides sont distribués de manière standardisée.

> *«Nous ne faisons que des distributions standards pour toutes les populations sans distinction car vous voyez tout le monde est vulnérable lorsque la sécheresse est là. Personne ne peut cultiver, ni boire de l'eau […] et non pas parce que dans tel ménage il n'y a pas encore de personne malnutri aigu sévère (MAS) qu'on ne donne pas. D'ailleurs, il y avait un discours qui disait que tout le monde a le droit d'accéder alors c'est ce qu'on a décidé. »*
>
> *Entretien, Personnel étatique homme, Amboasary Atsimo*

La constitution et les caractéristiques du ménage constituent également une des raisons qui rend difficile la distribution des aides. Le principe étant qu'une aide est octroyé à un seul ménage. L'aide est souscrite habituellement au chef de famille du ménage or il arrive qu'un ménage complexe composé de plusieurs personnes est inscrit plus d'une fois sous différents noms mais appartenant au même ménage.

La constitution des femmes en groupement comme les AVEC fait partie des stratégies qui permettent aux femmes d'accéder aux systèmes d'aides et de soutien collectif, ainsi que d'accroitre leur participation à la vie communautaire. A Sampona, l'AVEC est un système hérité d'un projet de CARE International Madagascar, il y a deux ans. Voyant les bénéfices retirés par les membres, les habitants ont décidé de répliquer le système afin de répondre aux besoins divers du ménage en cas de manque de revenus (éducation des enfants, maladie, décès, etc.).

Comme l'accès des femmes aux semences est conditionné par la propriété foncière, ce système permet également aux femmes d'acheter des semences pour pouvoir cultiver.

> *«La raison pourquoi nous avons créé le VSLA est qu'il nous permet de scolariser nos enfants, d'emprunter de l'argent quand quelque chose de grave nous arrive comme par exemple quelqu'un est malade ou bien est mort […] La plupart du temps, quand les gens viennent emprunter de l'argent c'est pour acheter des semences lorsque la saison des pluies arrive ou bien quand un membre de la famille est malade ou durant la rentrée scolaire afin que leurs enfants aillent à l'école.»*
>
> *Entretien individuel, Leader communautaire femme - Sampona*

Cependant, bien que ce sont les femmes qui ont le plus souvent accès à cette aide, elle n'a pas le contrôle sur l'utilisation du prêt et doit attendre la décision de son conjoint si celle-ci est marié.

> *«Les couples ne peuvent pas accéder au VSLA alors si c'est la femme qui est membre de l'association et qu'elle décide d'emprunter de l'argent, c'est l'homme qui doit décider comment utiliser cet argent une fois qu'il est dans le ménage».*
>
> *Focus Group des hommes « accès aux services et prise de décisions », Sampona*

Dans le Nord, la présence des ONG de conservation et de protection environnementales dans le schéma des aides et du soutien collectif participe à fédérer les populations en groupement ou association. Par exemple, la mise en place du programme «Velontena Fanampiny» par l'ONG Blue Venture à travers la GEC, le Youth Group et le Mother group constituent des moyens pour les populations d'accéder à des aides. En plus d'accéder aux épargnes, le GEC appui financièrement les associations des gestionnaires communautaires des ressources naturelles (VOI) dans les activités de reforestations de mangroves. L'adhésion dans les groupes de jeunes et les groupes de mères constitue un moyen d'accéder à des revenus avec la mise en place des activités génératrice de revenus, telles que les cultures maraichères. L'adhésion à ces groupes constitue également un réseau d'aide de partage de conseil et d'aide et favorise la participation à la prise de décisions au niveau de la communauté. Enfin, selon l'analyse des données de l'enquête Rasmussen effectué par MSM, le recours aux emprunts auprès de la famille et des amis constituent la stratégie principale des femmes pour faire face aux chocs liés aux aléas climatiques.

5. La participation dans la prise de décisions publiques

La participation à la prise de décisions concernant les affaires publiques de son pays constitue un droit fondamental stipulé dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Pourtant, il existe un rapport de force inégale au sein de la société qui empêchent l'égalité entre les hommes et les femmes dans le pouvoir de décision. A Madagascar, la participation des femmes dans les instances de décisions est encore faible tant dans le secteur public que privé[18] à cause de la situation sociale, économique et politique des femmes qui limite leur pouvoir d'action et leur autonomie. La place reconnue aux hommes et aux femmes dans la société et les

[18] Le profil genre Madagascar rapporte que la participation des femmes au niveau des collectivités décentralisées est préoccupante : aucune femme Chef de Région, 18% de femmes chefs de district/préfets, 5% de femmes maires avec 6% de conseillères municipales (CENI, 2016), et 3% de femmes chefs de fokontany (MID, 2016).

stéréotypes véhiculés renforcent la tendance sur laquelle le pouvoir et la responsabilité de la prise des décisions public sont réservés aux hommes.

L'analyse des résultats d'enquête semble confirmer cette situation. Dans le Sud, les focus groups menés avec les communautés sur le sujet «Accès aux services et à la prise des décisions» a permis de comprendre un peu plus le mécanisme de la prise de décision au niveau communautaire. Les communautés ont priorisé cinq services/comités par rapport à leur importance dans le bon déroulement de la vie communautaire. Il s'agit de l'école, du centre de santé (CSB), de l'association villageoise d'épargne et de crédit (VSLA), du programme FIAVOTA (transferts monétaires), et des aides apportées par les organismes liés aux questions d'insécurité alimentaire.

Figure 8: Focus group avec les femmes sur l'Accès aux services et prise de décisions

Le tableau ci-dessous nous montre les dynamiques du processus décisionnel dans les différents services et initiatives recensés durant les focus groups effectués avec les hommes et les femmes dans la commune rurale de Sampona.

Tableau 20: Leadership dans les initiatives et les services prioritaires dans le Sud, à Sampona

Services/comité	Leadership	Processus décisionnel	Facteurs d'influence
CSB	Cheffe CSB et son second (il s'agit d'un couple) Ehnie : Betsileo	• Un représentant de la commune est désigné pour participer aux réunions organisées par le Chef CSB. • Les décisions sont votées à la majorité • Le maire présente un compte rendu sur les décisions votées	• Le leadership n'est pas remis en cause tant que les compétences sont justifiées dans la qualité de la prise en charge • Les femmes participent plus aux réunions car elles sont les principales usagères de service
Ecole	Lycée/CEG : Hommes (proviseurs et directeurs) EPP: Hommes et	• Les parents sont invités aux réunions d'école lorsqu'il y a des décisions à prendre. • Les décisions sont votées à la majorité	• Le diplôme est un critère valable pour être une leader dans une école, mais pas assez pour s'engager en politique • Les mères assistent plus aux réunions des parents car le

	Femmes (Directeur et proviseur)		soin aux enfants est de leur responsabilité
VSLA	Présidente VSLA Un secrétaire et un trésorier sont élus par les membres	• Réunions hebdomadaires (jeudi) et tous les 3 mois pour les grandes réunions • Les décisions sont votées à la majorité	Les bénéfices tirés du projet mis en place par CARE encourage les femmes à créer une association
Transfert monétaire (FIAVOTA)	Comité de protection sociale (CPS) composé des Agents Communautaires Nutritionnel (ACN) - AC et Mères Leaders	• Les décisions sont prises durant la réunion d'évaluation communautaire (REC) organisé par le FID avec Le CPS et les bénéficiaires	L'engagement et la participation citoyenne sont encouragés dans le programme FIAVOTA
Organisme d'aides lié à l'insécurité alimentaire	Président du comité des agriculteurs	Les hommes et les femmes peuvent participer aux réunions mais les décisions sont votées à la majorité	Faire partie d'un comité des agriculteurs est un critère d'éligibilité pour bénéficier de semences

L'analyse des focus groups montre que la présence des mères dans les réunions d'écoles tout comme dans les réunions au niveau des CSB est plus fréquente par rapport au rôle sociale qui leur est dévoué, et celles-ci peuvent participer à la prise de décision. Cependant, bien que sa présence soit acceptée dans les réunions communautaires, ces dernières ne peuvent pas participer à la prise des décisions, puisque c'est un rôle qui est réservé aux hommes. Concernant la participation des femmes dans les comités de gestion, l'initiative est encouragée par les systèmes d'aide qui sont en place à l'exemple du transfert monétaire (FIAVOTA). En effet, la mise en place des «mères leaders» fait partie de la stratégie du programme pour encourager la responsabilisation, l'inclusion et la participation citoyenne. Les mères leaders sont en charge de sensibiliser les femmes au changement de comportement sur les questions de santé nutritionnels, à l'amélioration des conditions de vie et à l'autonomisation en les aidant à identifier un projet de vie.

Dans le Nord, l'analyse de la participation de la prise des décisions au niveau communautaire est issue des résultats de l'étude Rasmussen effectuée par MSM. L'analyse ne porte pas sur les services mais elle concerne la participation des femmes aux activités liées à l'approche «Santé, Population et Développement» mise en place par les organismes protection de l'environnement. Les activités PSE sont essentiellement portées sur la préservation des mangroves et la décision de participer à ces activités sont réparties de manière équilibrée entre les hommes et les femmes. De même, concernant la mise en œuvre de ce qui a été enseignée lors des sessions des PSE ou des formations, les décisions sont plus ou moins équilibrées entre les sexes, indépendamment de l'âge et du niveau d'éducation des femmes interrogées. Concernant l'implication des femmes dans les groupements et ou associations communautaires de conservation de l'environnement, les femmes y sont pour la plupart impliquées. Toutefois, leur niveau d'implication des femmes n'est pas encore effectif et significatif car elle est limitée à la simple participation aux réunions ou aux activités. En effet, la plupart des femmes interrogées ne considèrent pas avoir la confiance nécessaire pour assurer le rôle de leadership puisque seulement quelques-unes considèrent leurs participations actives ou encore qu'elles prennent le leadership dans les réunions.

Enfin, peu de femmes sont conscientes du lien entre leur participation dans la gestion des ressources naturelles de leurs communautés et l'utilisation des méthodes PF. Pour la plupart,

l'utilisation de méthode PF et la préservation de l'environnement ne sont pas des questions qui sont reliées et que leur décision d'utiliser ou non une méthode de planification familiale n'est pas influencée par cette question. L'analyse des données a cependant révélé que cette prise de conscience est influencée par l'utilisation des méthodes PF. Le fait de disposer plus de temps à la vie communautaire constitue l'argumentaire principale avancée par les femmes pour expliquer le lien entre ces deux questions.

«Si je ne tombe pas enceinte trop souvent alors je peux participer pleinement à la protection et à la préservation de l'environnement».
«Parce qu'on dispose plus de temps pour participer aux activités liées à la protection de l'environnement à cause du fait qu'on n'est pas enceinte».
Réponses des femmes utilisant une méthode PF au questionnaire de l'enquête Rasmussen

En général, les femmes dans le Nord ont montré leur volonté de participer activement et significativement dans la vie communautaire mais à cause de la division sexuelle du travail au sein des ménages, qui est fondée sur des rapports de force inégaux, les femmes n'ont pas le temps d'acquérir les connaissances nécessaires pour participer de façon significative dans la vie communautaire.

6. Contrôle du corps et des relations

Les droits reproductifs constituent le premier palier qui permet aux femmes de s'émanciper et d'être autonome. En ayant le droit de disposer de leurs corps, les femmes peuvent avoir la maitrise d'elles-mêmes ainsi que la maîtrise de toutes les dimensions de leur vie. La santé sexuelle et reproductive permet aux femmes d'avoir le contrôle sur leurs corps car *«elle comprend la capacité à jouir d'une vie sexuelle satisfaisante et sans risques; elle implique la capacité et la liberté de procréation, selon le moment et le rythme désirés par l'individu, ainsi que la liberté de non-procréation. Hommes et femmes ont le droit d'obtenir l'information et l'accès à des moyens de contrôle de leur fécondité ainsi que le droit d'accéder aux services de santé qui permettent de mener à terme une grossesse et d'accoucher sans risques ».*[19]

L'analyse des résultats de l'enquête au Sud et Nord montrent que les droits reproductifs sont très loin d'être effectifs et les défis liés aux normes sociales et de genre, la pauvreté et le changement climatique empêchent la population locale à accéder pleinement à leurs droits.

6.1. Liberté de décisions par rapport à la SSR

De par leur fonction biologique, les femmes assurent la fonction reproductive. Cependant, les résultats des focus groups et des entretiens individuels effectués dans le Sud montrent que les femmes ne sont pas pour autant habilitées à disposer de leurs corps concernant le choix de quand avoir ou non des enfants, d'utiliser un moyen contraceptif pour contrôler les naissances, d'accoucher dans un centre de santé ou de suivre leur santé durant leur grossesse. Ces choix reviennent le plus souvent aux hommes comme l'indique le tableau suivant car ils sont les chefs de famille selon les normes établit dans la société.

[19] Marques-Pereira, Bérengère, et Florence Raes. « Les droits reproductifs comme droits humains : une perspective internationale », Marie-Thérèse Coenen éd., *Corps de femmes. Sexualité et contrôle social.* De Boeck Supérieur, 2002, pp. 19-38.

Tableau 21: Répartition de la prise des décisions relatives au SSR et facteurs d'influence dans le Sud

Questions relatives à la SSR	Naissance (Quand et nombre)	Utilisation d'une méthode PF	Suivi de grossesse	Où accoucher ?	Mariage	Questions relatives à la SSR
Qui décide ?	Hommes	Hommes	Homme et femme	Matrones Hommes Femmes	Parents	Hommes
Evolution par rapport à la génération précédente	Hommes	Hommes	Hommes	Matrones Hommes	Parents	Hommes
Exceptions	Célibataires	Femme éduquée Célibataires		Femmes célibataires	Hommes et femmes éduqués	Célibataires
Facteurs d'obstacles	Normes sociales Volonté divine Fertilité Changement climatique Economique	Période de sécheresse Famine	Peur des complications	Revenus Grossesse dystocique	Période de sécheresse Moyens de subsistance	Normes sociales Volonté divine Fertilité Changement climatique Economique

Dans le Nord, les questions relatives au contrôle du corps et des relations concernaient les modalités de décisions de l'utilisation des contraceptifs et de la liberté des femmes envers les relations sexuelles. En général, les femmes ont le contrôle sur la décision d'utiliser une méthode de planification familiale même si leur partenaire leur refuse, tout comme elles ont le droit de refuser une relation sexuelle avec leur partenaire si elles n'éprouvent pas l'envie. Les femmes au Nord disposent donc d'une plus grande liberté de disposer de leur corps par rapport aux femmes du Sud. Pourtant, la prévalence d'utilisation d'une méthode contraceptive n'est pas influencée par cette liberté de décision. Il existe un écart entre l'intérêt des femmes sur la question des méthodes contraceptives et le choix d'en utiliser. Les femmes sont conscientes des avantages liés à l'utilisation des méthodes contraceptives mais le poids des inconvénients liés à son utilisation emporte sur la raison. Les rumeurs sur les effets secondaires ou une mauvaise expérience liée à son utilisation décourage les femmes et leurs conjoints à utiliser une méthode contraceptive. De plus, dans l'imaginaire collectif, le fait de recourir à une méthode contraceptive est associé à la possibilité pour les femmes de recourir à un comportement de débauche et de perversion.

Dans le Sud, bien que cela reste encore minoritaire, les femmes prennent de plus en plus conscience du droit à disposer de leur corps concernant les naissances étant donné qu'elles sont responsables de la fonction reproductive.

«Oui les hommes sont des chefs de famille, donc comment les contredire!? Pourtant, c'est quand même moi qui vais accoucher de cet enfant alors il n'a rien à avoir là-dedans […]».

«Les hommes s'en fichent du nombre d'enfants à accoucher, c'est nous les femmes qui savent et prennent les décisions sur les naissances car ce sont nous les sources de vies.»
Focus group de femmes sur « Qui fait quoi, qui prend les décisions » Tanandava

Le statut marital influent également sur la capacité des femmes à disposer de leurs corps. C'est notamment le cas des femmes monoparentales ou qui ne sont pas mariées et qui décident du choix des naissances et de l'utilisation des méthodes contraceptives.

Les attentes spécifiques liés aux normes fondées sur le genre empêchent également les femmes de prendre des décisions rationnelles sur leur santé sexuelle et reproductive. Dans les discussions avec les communautés locales dans le Sud, tant qu'une femme est encore fertile, la société attend d'elle qu'elle enfante encore. Le fait de ne pas avoir beaucoup d'enfant peut constituer un motif de divorce pour les hommes et ces derniers peuvent prendre d'autres femmes pour avoir plus d'enfants (cf. tableau n°15 liés aux facteurs d'obstacles). L'idée d'espacer les naissances ne fait donc pas partie des pratiques courantes dans le Sud par rapport à la valeur que représente le fait d'avoir plusieurs enfants. Certes, la sécheresse et l'insécurité alimentaire causées par le changement climatique ont permis d'influer sur les décisions relatives à la santé sexuelle et reproductive mais cela ne suffit à promouvoir des bonnes pratiques à long terme. En effet, durant la période de sècheresse, les femmes utilisent et sont encouragées par leurs maris à utiliser une méthode contraceptive (cf. tableau n°15 liés aux facteurs d'influence). Le manque de nourriture et de moyens de subsistance sont les principales motivations. Pourtant, durant la saison des pluies, lorsque les récoltes permettent de faire rentrer un revenu suffisant, les femmes arrêtent d'utiliser les méthodes contraceptives.

«Cela dépend du moment car en période de sécheresse, ce sont les hommes qui encouragent leurs femmes à utiliser les PF mais lorsque les récoltes sont suffisantes, les hommes n'acceptent pas que leurs femmes utilisent les PF».
Focus group Homme sur «Qui fait quoi, qui prend les décisions», Tanandava

La liberté de décider sur les questions de SSR diffère donc selon la région. Dans le Sud, la capacité des femmes à négocier sur les décisions concernant leur SSR reste très limitée par rapport aux normes sociales qui instaurent la supériorité des hommes (cf. tableau n°15 liés aux facteurs d'obstacles). Dans le Nord, les femmes restent majoritairement décisionnaires sur cette question mais la peur des effets secondaires et les stéréotypes entourant l'utilisation des méthodes PF dissuadent ces dernières à ne pas en utiliser.

6.2. Connaissance des droits de la santé de la reproduction

A Madagascar, la loi SR/PF, promouvant le droit à chaque individu de bénéficier les services liés à la santé reproductive et au planning familial, sans distinction d'âge, de sexe, de race, de religion, d'ethnie, de la situation économique, de la situation matrimoniale ou tout autre facteur de discrimination, a été promulguée en janvier 2018. Cependant, faute de vulgarisation, cette loi est méconnue par beaucoup, alors qu'elle est applicable sur tout le territoire malgache. Dans le sud, la connaissance de la santé sexuelle et reproductive est encore limitée et pas souvent compris :

«Pour moi la santé sexuelle et reproductive c'est le fait de remarquer des changements sur mon corps, par exemple si j'ai tout le temps mal à la tête, mal au ventre, alors je sais que quelque chose ne tourne pas rond en moi».
Focus group Femme sur «Qui fait quoi, prise des décisions» - Tanandava

«Selon moi, cela concerne uniquement les naissances»
Focus group Homme sur « Qui fait quoi, prise des décisions » - Tanandava

Dans le Nord comme dans le Sud, la méconnaissance des hommes concernant les droits reproductifs est liée d'une part au désengagement de ces derniers sur les questions de santé, un rôle qui est dévolu aux femmes en tant que pourvoyeuse principale de soin des membres du ménage. D'autre part, les hommes considèrent que la SSR ne concerne que les femmes, d'autant plus que les services de SSR proposés aux hommes ne correspondent pas à leur attente. Les méthodes contraceptives masculines ne font pas l'unanimité auprès des hommes accusés de soit annihiler leur plaisir (préservatif) ou soit de porter atteinte à leur masculinité (vasectomie). De plus, les hommes se font rarement dépister aux MST/VIH SIDA alors que les femmes sont plus vulnérables physiquement aux infections sexuellement transmissibles. En cas d'infection de la partenaire, les hommes ne portent jamais la responsabilité et le tort est souvent porté par les femmes accusées de libertinage. De plus, ils refusent de se faire soigner en même temps que sa partenaire. Les hommes ont pourtant un rôle important à jouer dans le changement de comportement sur les questions de SSR de par leur contrôle et leur influence exercé sur le corps des femmes.

Du côté des femmes, l'accès à l'information lié aux questions de SSR est limité. Dans les discussions issues des Focus Groups, les CSB assurent le partage d'information et de sensibilisation concernant la SSR. Cependant, l'éloignement des CSB dans certaines localités rend difficile l'accès à l'information. Bien que les AC assurent le rôle de relais communautaire, leur nombre et leurs moyens ne permettent pas de couvrir tout le territoire, en plus de suivre un calendrier fixé par les CSB qui identifie les thématiques de sensibilisation communautaire à réaliser.

Pour les jeunes, chercher des informations concernant les questions de SSR auprès des professionnels de santé ne constituent pas une pratique courante. Les jeunes préfèrent discuter entre eux. Ce n'est que lorsque qu'ils doivent se rendre dans les centres de santé pour des raisons de santé plus générales qu'ils en profitent pour acquérir les informations nécessaires.

«Ce n'est que lors des consultations externes que les jeunes posent des questions sur ça alors je leurs réponds volontiers. Mais s'ils viennent spécialement pour ça alors non, ce n'est pas le cas. S'ils me croisent également à l'extérieur et que ce sujet est évoqué alors ils me poseront des questions».

Entretien individuel, Personnel de santé homme, Sampona

«Quand les jeunes se retrouvent entre eux, par exemple à l'école, durant les fêtes des villages comme le Moraingy, alors ils discutent de ça entre eux. Les CSB ne font pas beaucoup de sensibilisation sur cette question»

Entretien Individuel, leader communautaire homme, Ambanja

De même, les discussions autour des questions de SSR ne sont pas encouragées par les parents à cause du manque de connaissances, et l'évocation du sujet reste encore tabou. L'existence de certains programmes comme celui de l'UNICEF en partenariat avec l'Agence de la coopération coréenne (KOICA) dans la région Anosy vient pallier à ce manque de connaissance. En effet, un programme de « Lifeskills» permettant de renforcer les compétences de vie des adolescents à travers des sessions d'apprentissage et de partage a été mise en place dans le Sud. Les CSB et les jeunes paires éducateurs sont responsables de la mise en œuvre de la sensibilisation auprès des écoles, ce qui permet d'améliorer la connaissance des jeunes sur la SSR.

«Il existe un projet en partenariat avec l'UNICEF et le KOICA. Cela permet de faire connaitre la vie autour de la jeunesse comme la puberté, la prévention aux MST, la planification familiale, les grossesses précoces. Cela fait maintenant 2 ans».

Entretien individuel, Prestataire de santé homme, Sampona

6.3. Idées autour de ce que signifie être “une femme” ou “un homme” signifie[20]

L’image de ce que se fait la société autour de ce que doit être «une femme» et de ce que doit être «un homme» est ancré dans les stéréotypes de sexe. Ces stéréotypes sont transmis consciemment ou non par des agents de socialisation qui créent, perpétuent et renforcent les normes sociales de genre. Dans les sociétés malgaches, la transmission des stéréotypes de sexe se fait par les traditions qui concerne les pratiques ancestrales, religieuses et morales, transmise de siècle en siècle, *«fomba-drazana»*, qui définit les rôles attendus des femmes et des hommes.

Dans le Sud, l’apprentissage de ce que doit être un garçon ou une fille se fait à partir de l’enfance, par le clivage des activités, par les encouragements différenciés, les comportements observés, et les diverses formes de conseils attribués selon le sexe. Le sexe joue un enjeu déterminant dans l’attribution des rôles puisqu’il va construire l’identité sexuée des enfants. L’apprentissage du rôle de genre passe également par un comportement d’imitation basé sur le modèle de leur propre sexe. Les enfants reproduisent les rôles qui sont associés à leur sexe et au sexe de leurs parents.

«C’est le fait de voir habituellement ce que je fais qu’elle sait ce qu’elle a à faire. C’est pour cela que c’est à elle que revient la responsabilité d’aller chercher du bois»
Focus Group Femmes, sur «qui fait quoi, qui décide quoi?», Tanandava,

De plus, les individus sont soumis à une pression sociale qui les obligent à se conformer selon les modèles définit par la société. Ces modèles déterminent les attentes sur ce que doit être un homme et une femme. Dans le Sud, il est attendu que les hommes soient les détenteurs du pouvoir et de l’autorité et qu’ils prennent les décisions au sein du ménage et de la communauté. Cette attente revêt des responsabilités qu’ils doivent accomplir, en plus de légitimer leur supériorité et leur domination sur les femmes, sans quoi ils ne seront pas considérés comme des hommes.

«Les hommes prennent les décisions car ils sont supérieurs aux femmes»
«Selon moi, c’est aux hommes de prendre la parole lorsqu’il y a des choses à accomplir. De plus, la responsabilité de nourrir sa famille revient aux hommes et c’est pour ça qu’ils doivent décider en premier au sein du ménage et de la communauté».
Focus Group Hommes sur les «Normes sociales», Tanandava

Il devient difficile pour les hommes de s’écarter de ce modèle à cause du regard que la société porte sur eux s’ils ne se conforment pas à ce qui est attendu d’eux. Ces derniers risquent d’attirer les sanctions sociales telles que rejets, moqueries ou humiliations.

«E: Qu’arrivent-il si les femmes prennent des décisions au sein du ménage?
R: La communauté se moquera de l’homme car ils diront que c’est la femme qui porte la culotte (rire)»
Focus Group Femmes sur les «Normes sociales», Tanandava

[20] Cette section concerne uniquement le cas du Sud faute de données pour enrichir l’analyse

Ce discours montre que les femmes elles-mêmes ont assimilé ces normes établies en se les appropriant et en les intériorisant, jusqu'à en défendre le statu quo dans leurs discours. Les facteurs socioculturels inhérents aux sociétés malgaches sont profondément ancrés dans le Sud et rendent difficiles la remise en cause de « l'ordre établi » dans les rapports femmes-hommes.

Concernant les femmes, leur fonction biologique et reproductrice détermine leur statut de femme. Ce qui amène à confirmer les propos de l'anthropologue Françoise Héritier selon laquelle *«ce qui donne à la jeune fille le statut de femme, ce n'est ni la perte de la virginité ni le mariage ni même la maternité: c'est la conception*»[21].

La fertilité est une qualité essentielle attendue chez les femmes dans le Sud et constitue un critère de sélection dans le choix des épouses pour les hommes. De plus, il est largement admis que la stérilité est féminine, et n'incombe pas aux hommes. Les femmes qui ne peuvent pas satisfaire à ces attentes sociales ou qui décident de s'en écarter sont discriminées au sein de la société.

Quand la fertilité définit l'identité des femmes et la stérilité justifie la polygamie des hommes. (Cas du Sud)

La femme a une obligation de fécondité dans le mariage. Le *«momba»* (stérilité) et le *«vavy anake»*, le fait de n'avoir que des enfants de sexe féminin, sont des causes de la polygamie. A Madagascar, la polygamie est formellement interdite par la loi mais cette pratique socio culturelle est institutionnalisée dans la partie Sud et Sud-Est de Madagascar. Selon les pratiques locales, les hommes ont le droit de prendre une seconde épouse s'ils souhaitent avoir plus d'enfants. Cependant, celui-ci doit d'abord informer sa *«vadibe»* (première femme). La *vadibe* aura le choix d'accepter et posera ses conditions (somme d'argent, terre, maison zébus, etc.) tout en bénéficiant toujours des avantages liés à sa place de première femme. Ou bien, si celle-ci refuse, son mari décide de se séparer d'elle. Le choix de la seconde épouse peut se porter sur une femme enceinte ayant déjà des enfants en bas âge, cela constitue un critère de sélection. L'homme s'assure ainsi de la fertilité de sa femme en plus d'avoir le droit de décider sur les enfants de sa seconde épouse, une fois qu'il les a reconnus grâce à un rituel (don de zébus) dédié à cela, si jamais le père biologique ne l'a pas fait.

6.4. Dynamiques liées à si et quand avoir des enfants

Dans l'analyse des focus groups et des entretiens individuels qui ont été effectués dans le Sud, trois éléments ressortent essentiellement concernant les valeurs qui sont rattachées au fait d'avoir des enfants:

- Les enfants sont considérés comme un investissement. D'une part parce qu'ils constituent une main d'œuvre gratuite pour aider les parents dans les tâches quotidiennes. D'autre part, en grandissant, les enfants représentent des retours sur investissement car ils ont des obligations envers leurs parents lorsque ces derniers travaillent et gagnent de l'argent.
- Les enfants permettent de perpétuer la lignée et de l'héritage, grâce aux fils qui héritent de leur père étant donné que les filles n'ont pas accès aux droits de succession car elles appartiennent à leur mari et à leur belle-famille une fois mariées.
- L'arrivée d'un enfant est un «cadeau de Dieu», selon les croyances locales. Limiter ou contrôler les naissances reviendrait à contester ce choix divin.

[21] Agnès Fine**,** «Françoise HÉRITIER, *Masculin, Féminin. La pensée de la différence*. Paris, O. Jacob, 1996.», *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [Online], 8|1998, Online since 21 March 2003, connection on 08 April 2021. URL : http://journals.openedition.org/clio/326; DOI: https://doi.org/10.4000/clio.326

Dans le Nord, les valeurs attachées au fait d'avoir des enfants ne s'éloignent pas trop de ce qui se passe au Sud car les enfants assurent la perpétuation de la descendance à travers le fait d'avoir des fils. Les fils sont plus favorisés et constituent une main d'œuvre gratuite dans les tâches domestiques et plus tard dans l'aide économique aux parents.

La question d'avoir des enfants se posent donc très tôt par rapport à toutes ces valeurs qui y sont rattachées, qu'il s'agisse du Nord ou dans le Sud. Cette situation n'est pas sans conséquence sur la SSR des filles et des garçons puisque cette dynamique expose les filles aux mariages précoces et aux grossesses précoces, tandis que chez les garçons, elles conduisent à des pratiques sexuelles à risque.

Tableau 22: Répartition selon l'âge et le sexe concernant les questions de SSR dans les Nord et le Sud

Région	Premiere relation sexuelle		Mariage		Naissance	
	Garcon	Fille	Garcon	Fille	Garcon	Fille
Sud	14 ans	12 ans	15 ans	12 ans si mariage arrangé 16 ans si mariage conditionné à la décision parentale et à la pression sociale	16 ans	14-13 ans
Nord	12 ans	12 ans	17-18 ans	14 ans	16 ans	14 - 15 ans

Comme le montre le tableau, les garçons et les filles s'intéressent très tôt à la sexualité, et ce dès l'entrée dans la vie pubère. Interrogés sur les raisons principales à cela, les entretiens avec les personnels des CSB et des personnes clés des deux régions dénoncent le manque de loisirs et d'activités qui permettent aux jeunes de s'intéresser à autre chose que les relations sexuelles. De plus, les obstacles liés à l'accès à l'éducation, amplifiés par la pauvreté ambiante et les facteurs socio-culturelles qui valorisent socialement l'entrée dans la vie sexuelle active et le sexe intergénérationnel, participent aux raisons de l'intérêt précoce des jeunes aux relations sexuelles.

L'entrée précoce des filles dans les relations sexuelles présentent pourtant un risque du fait des rapports sociaux de genre qui sont déjà déséquilibrés à la base et qui font qu'elles n'ont pas le pouvoir de négocier des relations sexuelles protégées avec leurs partenaires. Les garçons sont réticents à utiliser des préservatifs considérés comme un objet diminuant leur plaisir et l'expression de leur masculinité. De plus, l'accès des jeunes filles à la contraception reste encore une pratique qui n'est pas généralisée selon les observations et les discussions qui ont eu lieu avec les principales intéressées et les personnels sanitaires. Les traditions et les tabous autour de la sexualité des jeunes constituent des obstacles pour la promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes (SSRAJ), interprétées comme une incitation à l'acte sexuel. Toutes ces situations participent pourtant à l'exposition des filles aux grossesses précoces et aux risques que cela se répercute sur leur santé sexuelle et reproductive (complications, accouchement dystociques, fistules obstétricales, MST/VIH SIDA, etc.).

Sur les deux régions, la société est habituée à voir des filles tombées enceinte tôt, hors mariage ou non et cela ne constitue pas aux yeux de celle-ci comme un facteur de stigmatisation. Malgré tout, dans le Sud, une femme qui n'est pas mariée et qui a des enfants aura moins de

droit et de légitimité qu'une femme mariée dans la participation à la vie communautaire. De plus, une fois mariée, une pression supplémentaire pèse sur les filles pour qu'elles tombent enceinte et donnent naissance rapidement – entre 6 mois à 1 an. Une fois ce délai dépassé, la société commence à se poser des questions, notamment sur la fertilité de la femme. De plus, une pression supplémentaire se rajoute puisque les parents peuvent demander à faire des analyses s'ils ne constatent pas de grossesse chez leurs filles, comme c'est le cas dans le Nord. L'adage malgache: *«Ny hanambadiana hiterahana»*[22] discuté dans les focus groups au Sud sur les normes sociales, est d'ailleurs validé par les communautés locales et semble justifier cette attente.

En plus des attentes liées à la maternité qui permet aux femmes de garantir son statut social, il est également attendu qu'elles enfantent beaucoup; entre 8 à 10 enfants dans le Sud et entre 4 à 6 dans le Nord. Les enfants étant synonyme de richesse, surtout le fait d'avoir des garçons.

> *«Même si une femme a dix enfants et que ce sont toutes des filles alors elle doit encore concevoir jusqu'à ce qu'elle ait un garçon afin de pouvoir hériter. Ce sont surtout les garçons qui représentent la richesse car les filles vont de toute façon se marier».*
>
> *Entretien individuel, Leader communautaire femme, Sampona,*

Toutefois, le changement climatique n'est pas sans conséquence sur l'évolution des mentalités par rapport au fait de revoir le nombre d'enfants à naître. Dans le Sud, le manque de nourriture et de moyens de subsistance influence les décisions de revoir ce nombre à la baisse. Tandis que dans le Nord, la volonté pour les femmes de disposer plus de temps pour participer à la vie communautaire et se consacrer aux activités génératrices de revenu encourage les femmes à revoir leur position sur l'utilisation de la PF.

Malgré tout, l'utilisation des méthodes PF ne constitue pas une priorité bien qu'il y ait eu une évolution sur la question durant la décennie. Chez les hommes, la réticence à l'utilisation des méthodes PF est liée à la valeur qui est rattachée à la richesse d'avoir des enfants et la crainte que cela constitue une raison pour leur femme d'aller voir ailleurs. Tandis que chez les femmes, la peur des conséquences sur leur fertilité, garant de leur féminité, ainsi que l'utilisation de la PF contrôlée par les hommes (surtout dans le Sud) constituent les facteurs d'obstacles lié à la non utilisation des méthodes PF.

6.5. Pratiques autour du mariage

A Madagascar, le mariage civil est rarement pratiqué dans les communautés rurales malgaches. Le mariage coutumier/traditionnel constitue la pratique la plus fréquente. L'enregistrement de l'acte n'est pas obligatoire, ce qui rend également la séparation plus facile en cas de dissolution du mariage.

Dans le sud, les rites autour du mariage veulent que la famille de la mariée fixe

A Madagascar, la loi n° 2007-022 relative au mariage et aux régimes matrimoniaux fixe à 18 ans la majorité matrimoniale pour les filles et les garçons et les époux et/ou les deux parents ont la coresponsabilité dans l'administration des biens et de la tutelle des enfants .

Le mariage forcé et l'exploitation sexuelle des femmes et jeunes filles Madagascar est régit par la loi 2014-040 du 20/01/2015 sur la lutte contre la traite des êtres humains.

[22] Adage malgache signifiant que « le but du mariage est d'avoir des enfants ».

les accords du mariage. Ces accords concernent la dot qui se compose le plus souvent d'un zébu castré *«enga»* entre 6 à 8 ans d'âge. Cette offrande est un signe d'honneur pour la fille et sa famille. Les filles peuvent être promises dès leurs naissances à un homme *«vady atolotra»*, issu d'une famille plus riche, plus vieux ou qui appartiennent à la grande famille afin de ne pas perdre l'héritage *«lova tsy mifindra»* ou de renforcer les liens familiaux. Dans ce cas-là, les filles se marient vers l'âge de 12 ans. Le mariage chez les garçons peut arriver également tôt, à partir de 15 ans. En général, les jeunes n'ont pas le droit de décider, et encore moins les filles, sur le choix de leurs partenaires et de quand elles souhaitent se marier. Ce sont les parents qui ont une autorité absolue sur ces décisions. Les jeunes sont obligés d'accepter le choix des parents pour rester dans leur estime ainsi que de la société. Le *«tsodrano»* (bénédiction) des parents est important dans la culture du sud au risque d'être rejeté par la famille. La croyance locale établit que les hommes et les femmes qui décident d'aller au-delà des décisions des parents et qui ne reçoivent pas la bénédiction parentale sont condamnés à mener une vie misérable toute leur vie.

Dans le Nord, les règles entourant le mariage sont dénuées de protocoles. Dès que les jeunes commencent à avoir une relation sexuelle, les couples vivent rapidement en concubinage sans l'obligation de devoir obtenir l'accord de leurs parents. Le mariage civil n'a pas de valeur pour les communautés qui vivent dans le Nord et d'ailleurs cette dernière n'y voit pas d'inconvénient.

A Madagascar, le mariage est réglementé par des lois mais le vide juridique et le manque d'application de ces dernières contribuent à la persistance des mariages précoces. Le droit coutumier ne fixe pas l'âge légal du mariage coutumier/traditionnel alors que ce dernier est beaucoup plus favorisé. Certes, la loi VBG adoptée en décembre 2019 punit les actes tirés des us et coutumes qui porte atteinte à l'intégrité physique d'un enfant ou d'une femme, mais dans le sud, une fille de 12 ans n'est plus considérée dans la société comme un enfant mais déjà une jeune fille. Cette loi se prête donc à interprétation en plus du fait que la promulgation et le décret d'application de cette loi ne sont pas suffisamment diffusés sur le territoire.

Dans les entretiens avec les personnalités clés, si une fille n'est pas encore mariée vers l'âge de ses 16 ans, dans le Sud ou à 18 ans dans le Nord, ces dernières subiront une pression de leurs parents ou de la société pour le faire. Actuellement, cette pratique est aggravée par la pauvreté, induit par le changement climatique qui pousse les parents à marier leurs filles pour avoir moins de bouche à nourrir mais également de bénéficier d'un gain. Dans le Sud, le gendre est redevable envers ses beaux-parents car il a les mêmes obligations que celui du fils qui doit pourvoir aux besoins de ses beaux-parents.

> *«Normalement les enfants devraient encore aller à l'école mais les parents n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins alors les enfants finissent par vagabonder. Les parents encouragent eux-mêmes leurs enfants à se marier à cause de la pauvreté».*
> *Entretien individuel, Leader de l'association des mères leaders, Sampona*

Dans le Sud, le célibat chez les femmes est fréquent et cela ne dérange pas la société tant que ces dernières ont des enfants avant leur 25 ans pour valider leur statut social en tant que femme. Tandis que dans le Nord, une femme qui n'est pas mariée vers l'âge de ses 30 ans sera pointée du doigt par la communauté comme une femme dépourvu de féminité. De même, les hommes subissent également cette pression du célibat puisqu'ils sont responsables de faire perdurer la lignée et d'assurer la descendance.

7. Violence basée sur le genre

La violence basée sur le genre (VBG) concerne tous les actes nuisibles et préjudiciables perpétrés contre la volonté d'une personne sur les différences basées sur son sexe, son genre, son orientation sexuelle, ses capacités, etc. Le déséquilibre dans les rapports sociaux de sexe causé par les inégalités de genre fait que les femmes et les filles sont souvent les victimes des VBG et que ce déséquilibre du pouvoir est à la fois la conséquence et la cause des VBG. L'analyse des résultats de l'enquête dans les deux zones montre plusieurs moyens qui sont utilisés pour perpétuer la domination des hommes et la subordination des femmes:

- Le contrôle exercé sur la sexualité et la capacité reproductive des filles et des femmes favorise les pratiques à risque (grossesse précoce, grossesse successive, grossesse non désirées) et met en péril leur santé sexuelle et reproductive (accouchements dystociques, IST, fistules obstétricales, etc.).
- Le contrôle exercé sur la sexualité et la capacité reproductive limite également la liberté de décision et réduit considérablement la capacité des filles et des femmes à faire des choix stratégiques sur leur SSR : entrée précoce dans la vie sexuelle, refus d'utiliser des méthodes PF, accouchement sans assistance d'un professionnel de santé, etc.
- La subordination des filles et des femmes limite leur pouvoir de négociation et leur empêche d'accéder aux ressources et aux services qui permettent d'améliorer leurs conditions de vie : accès à l'éducation, accès à la santé, accès aux actifs et revenus, etc.
- L'exploitation des activités productives et reproductives des femmes leur empêche d'être autonome et indépendante. Cette situation a pour conséquence de limiter la capacité d'action des filles et des femmes à définir des objectifs de vie et de s'y conformer.
- Les normes et les pratiques culturelles renforcent le statut inégale des filles et permettent l'exploitation sexuelle des filles par le mariage précoce.
- Les structures et les mécanismes institutionnalisent les inégalités entre les sexes dans la société et légitiment la violence à l'égard des femmes et des filles.
- Les crises provoquées par le changement climatique et les catastrophes naturelles accroissent la vulnérabilité des femmes à la violence en raison de la perte sociale et économique.

> *«La violence est très présente dans les ménages depuis quelques temps. Les hommes pensent que les femmes sont paresseuses lorsqu'elles refusent d'avoir des relations sexuelles avec leurs maris alors que c'est à cause de la faim qui fait qu'elles n'ont en pas envie. Certains viennent se plaindre jusqu'au bureau de la commune. J'essaie de leur raisonner et leur conseiller qu'il faudrait qu'ils donnent à manger à leurs femmes avant de leur demander d'avoir des relations sexuelles. Le problème c'est qu'ici, on donne beaucoup plus à manger aux hommes car c'est un signe de respect.».* *Entretien individuel, élu local homme, Tanandava*

L'analyse des résultats de l'enquête montre qu'il existe plusieurs facteurs d'exclusion et de subordination qui s'imbriquent et qui interagissent entre eux et entretiennent la subordination des femmes dans les zones étudiées (sexe, âge, situation économique et sociale, ethnie, situation géographie, etc.). L'exercice de l'arbre à problème qui a été effectué avec les équipes d'enquêteurs et de superviseurs durant l'atelier de débriefing a permis d'identifier les raisons sous-jacentes à la violence basée sur le genre. Les résultats ont montré que la culture à une grande influence sur les manifestions et les comportements des VBG. Dans pleins de situations, les normes et les pratiques culturelles ont souvent été invoquées par la communauté pour justifier les attitudes, et comportements discriminatoires envers les filles et les femmes.

Ces dernières contribuent également à la formation de la culture et à la perpétuation des croyances et pratiques traditionnelles dont elles sont victimes lorsqu'elles s'y conforment. Dans le Nord, bien que les barrières culturelles et les normes sociales sont moins contraignants que dans le Sud, les violences perpétrées envers les femmes et les filles n'en sont pas moins présentes puisque ces dernières subissent le contrôle des hommes qui les empêchent d'atteindre l'équité sociale et d'accéder aux ressources.

8. Aspirations et estime de soi

Avoir une bonne estime de soi équivaut à avoir une capacité de s'affirmer et donc de prendre des décisions pour soi. Pour renforcer l'estime de soi, les individus doivent être soutenu pour décider par eux-mêmes et agir en conséquence. Le désengagement des parents et des proches à encourager les jeunes ainsi que les mécanismes qui institutionnalisent le statut social inégale des filles et des femmes limitent leur possibilité à prendre des décisions pour elles-mêmes.

8.1. Les facteurs qui influencent la bonne ou la mauvaise de soi

Les entretiens individuels avec les personnes clés ont permis de recueillir les facteurs qui influencent la bonne ou la mauvaise estime de soi. Interrogé sur leur parcours pour être la personne qu'ils ou elles sont devenues actuellement, l'analyse des réponses a montré que le soutien, les encouragements et les messages positifs constituent essentiellement des facteurs qui ont permis aux personnes clés d'avoir une bonne estime de soi. Il faut noter que, bien que ces discours soient portés par des hommes et des femmes, ces groupes ne sont pas homogènes et leur parcours sont imbriqués dans des rapports sociaux de sexe, de statut sociale et économique, de classe, d'origine ethnique, etc. différentes, qui peuvent influencer leurs choix et aspirations.

«Mes parents m'ont aidé afin que je puisse réussir mes études et que je suis devenu aujourd'hui fonctionnaire de l'Etat. Ici il existe des parents qui veulent également que leurs enfants réussissent comme il existe également des parents qui ont pourtant les moyens pour faire étudier leurs enfants mais ne le font pas.»
Entretien individuel, Personnel de santé femme, Tanandava

«Les gens m'ont encouragé à devenir maire et ils m'ont élu. Ils ont vu que je savais bien diriger et que j'ai accompli plein de choses et ils m'ont réélu en 2019. »
Entretien individuel, élu local homme, Tanandava

On voit que l'accès à l'éducation, aidé par les encouragements des proches, permettent d'acquérir les aptitudes nécessaires et les possibilités de relever les défis de la vie qui se présentent à soi. Tout cela assemblé permet aux personnes de s'affirmer, de définir des objectifs et de s'y conformer.

«Si j'ai pu réussir et arriver, c'est parce que j'ai travaillé et j'ai persévéré dans mes études. Ici les gens ne sont pas persévérants, à peine ils ont le CEPE/BEPC».
Entretien individuel, personnel de santé femme, Tanandava

Dans le Sud, la participation à la décision communautaire et être un leader communautaire représente pour les femmes un défi permanent puisqu'elles ne sont pas habilitées à diriger en raison des normes sociales et culturelles. En plus du discours dissuasif de la part de leur pair

qui font douter de leur légitimité et de leur rôle en tant que leader, la communauté elle-même ne fait pas confiance en la capacité des femmes à diriger.

«Je ne sais pas pourquoi j'ai été élu présidente de l'association. On m'a juste élu, c'est tout! […] Les gens n'acceptent pas que les femmes participent à la vie communautaire car ils ne veulent pas que les femmes les dirigent. On a essayé de convaincre les hommes durant une réunion mais ils n'ont pas voulu. Ils ont répondu qu'il fallait qu'on attente le 08 mars pour prendre à la vie communautaire car nous ne pourrons jamais avoir les mêmes droits que les hommes.

Entretien individuel, Leader communautaire femme, Sampona

«Une femme ne peut pas diriger car cela perturbera la vie à l'intérieur de la communauté.»

Focus Group des femmes sur les Normes Sociales, Tanandava

8.2. Aspirations

Les hommes et les femmes ont des besoins et des priorités différents par rapport aux normes socialement construites et les contraintes qu'ils et elles rencontrent, qui sont liés aux facteurs socio-économiques, culturels, climatiques, etc. Par conséquent, leurs aspirations ne s'expriment pas de la même façon. C'est pourquoi, il a été demandé aux personnes clés dans les entretiens individuels effectués dans le Sud, ce à quoi elles aspiraient pour elles-mêmes et pour la communauté. En général, les hommes et les femmes se préoccupent de la communauté dans laquelle ils et elles vivent, cependant le désir des femmes aspirent beaucoup plus à renforcer leur capacité à participer à la vie communautaire, si chez les hommes cette question ne se pose pas.

Tableau 23: Aspirations des hommes et des femmes dans le Sud

Hommes	Femmes
J'aimerais qu'il y ait une école dans le FKT. J'aimerais également avoir une maison en dur et que les membres de mon foyer puissent être capable d'avoir une ouverture d'esprit	J'aimerais être capable de rassembler un petit groupe et les motiver à planter des arbres. J'aimerais également que chaque ménage puisse avoir les outils agricoles nécessaire et des semences
Nous vivons uniquement grâce aux aides car l'agriculture ne nous suffit plus. On aimerait qu'il puisse y avoir plus d'aides pour réduire la pauvreté	J'aimerais que ce FKT puissent évoluer, que les jeunes puissent réussir et travaillent pour faire avancer le village et devenir des modèles pour les générations suivantes
J'aimerais que les gens puissent planter des arbres afin de lutter contre la destruction de l'environnement	J'aimerais qu'il n'y ait plus de corruption ici et que ceux qui sont vraiment capables de faire avancer les choses qui dirigent.
J'aimerais que ma commune puisse avancer à l'instar d'Amboasary et qu'il puisse y avoir un lycée	J'aimerais que ça soit les gens qui sont réellement vulnérable et qui souffrent qui reçoivent les aides de la part des projets
J'aimerais qu'il y ait une école dans le FKT. J'aimerais également avoir une maison en dur et que les membres de mon foyer puissent être capable d'avoir une ouverture d'esprit	J'aimerais motiver les gens à planter des arbres même s'il n'y a pas de rémunération. Arriver à responsabiliser les gens.

Nous vivons uniquement grâce aux aides car l'agriculture ne nous suffit plus. On aimerait qu'il puisse y avoir plus d'aides pour réduire la pauvreté	J'aimerais qu'il y ait une femme qui puisse diriger et qui pourrait lutter pour défendre le droit des femmes.
	Are these services equally accessibly to women, men, boys and girls? Any particular barriers or opportunities? What changed since the crisis?
	Are these services equally accessibly to women, men, boys and girls? Any particular barriers or opportunities? What changed since the crisis?

Le recueil des aspirations dans le Nord est basé sur les réponses des femmes au questionnaire de l'étude qui a été fait par MSM. En général, les souhaits de ces dernières tournent principalement autour des projets qui concerne l'entretien foyer (agrandir la maison, avoir/construire une maison, acheter des meubles), le désir d'acquérir des biens et des ressources qui permettent d'améliorer les conditions de vie (avoir un terrain, avoir des zébus, avoir un travail).

Points clés, recommendations et conclusions

1. Résumé des points clés

1.1. Division sexuelle du travail

La prédominance des normes sociales et de la culture traditionnelle dans le Sud constitue la principale raison du statut social inégal entre les hommes et les femmes. Les normes sociales établies ont organisé et hiérarchisé le travail à l'intérieur des communautés. Les femmes cumulent une double journée de travail, voire triple journée, en effectuant les tâches reproductives, productives et communautaires qui restent encore accessoires chez les femmes mais qui sont prestigieuses pour les hommes. De plus, le travail reproductif et productif des femmes sont exploitées par sa gratuité et de par le nombre de temps passé que les femmes et les filles y consacrent pour les effectuer. Cette charge de travail et le temps qu'elles dédient pour effectuer ces tâches augmentent avec le changement climatique. Par conséquent, les femmes ont moins de chances pour accroitre leur autonomie et améliorer leurs conditions de vie en ayant accès à la santé, à l'éducation, à un travail rémunéré, etc.

Cette organisation sociale est d'autant plus enracinée dans les valeurs et les croyances sociales puisque les femmes elles-mêmes normalisent et défendent cet ordre établi, sans quoi les hommes se font passés pour des hommes faibles et indigne

1.2. Prise de décision au sein du ménage

La capacité à prendre des décisions dépend de la possibilité offerte aux individus d'accéder aux ressources essentielles pour effectuer des choix stratégiques. Dans le Sud, les normes sociales établissent que ce sont les hommes qui ont le pouvoir de décider sur les décisions importantes au sein du ménage par rapport à sa qualité de chef de famille, hérité du système patriarcale et gérontocratique des sociétés africaines. Les femmes peuvent prendre part aux décisions mais sont cantonnées au travail reproductif qui leur est attribué et qui n'engage pas de fortes dépenses. Le statut marital constitue également un facteur qui joue en faveur des femmes qui sont séparées ou veuves car elles ont l'avantage de décider au sein de leur ménage. L'accès à l'éducation constitue également un facteur qui permet de prendre décisions et de faire des choix des stratégiques. Dans le Nord, les hommes constituent les principaux décideurs au sein du ménage selon les normes établies. Cependant, les femmes peuvent prendre des décisions et peuvent même inverser les rôles au sein du ménage en devenant la cheffe de famille si celle-ci travaille et gagne plus d'argent que son conjoint.

La capacité à prendre des décisions au sein du ménage constitue pourtant le premier palier d'émancipation pour les femmes car elles peuvent décider sur les choix stratégiques de sa vie : quand se marier, qui épouser, avoir ou non des enfants, combien il faut en avoir, liberté de mouvement, etc.

1.3. Contrôle sur les actifs

Sur les deux zones, bien que les femmes aient généralement accès aux ressources, elles ont rarement le contrôle sur leur utilisation. L'accès et le contrôle aux ressources permettent de renforcer le pouvoir des femmes et constituent des facteurs qui peuvent influer sur la capacité à négocier. Dans le Sud comme dans le Nord, les normes sociales ne permettent pas aux femmes d'accéder aux droits à la propriété, tel que la terre ou les zébus qui constituent par exemple les principaux biens matériels et économiques dans le Sud. Le pouvoir de négociation des femmes reste donc limité et elles se retrouvent dépendantes de leurs conjoints qui détiennent le contrôle des actifs alors qu'elles participent aux moyens de subsistances du ménage.

Dans le Nord, les principaux moyens de subsistances concernent la pêche et l'agriculture (vanille, cacao, café) et dans le Sud, il s'agit principalement de l'agriculture (manioc, mais, patate douce). Les aléas climatiques (sècheresse dans le Sud et inondation dans le Nord) peuvent impacter fortement les revenus issus de ces activités, selon les saisons. Cette situation a pour conséquence d'influer sur le contrôle des actifs, et donc des décisions prises au sein du ménage liées à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles.

De plus, la stratégie d'adaptation adoptée par les ménages durant ces périodes accroit la vulnérabilité au sein du ménage (perte des biens, endettement, réduction des rations alimentaires, VBG, etc.) qui impactent beaucoup les femmes que les hommes. Enfin, la diminution des revenus n'est pas sans conséquence sur l'environnement qui subit une pression supplémentaire avec la déforestation des forêts et des mangroves pour la fabrication du charbon. C'est donc un cercle vicieux qui se crée sans cesse et qui aggravent la situation climatique et donc les conditions de revenus à mesure du temps, alors que les populations n'arrivent pas encore à prendre conscience de ce lien interdépendant.

1.4. L'accès aux services et aux espaces publics

L'accès aux services est conditionné par la mobilité alors que celle-ci est conditionnée par plusieurs facteurs qui impactent fortement les comportements de mobilité des populations, comme la division sexuelle du travail, l'accès inégal aux moyens de déplacement, les questions de sécurité, ainsi que le changement climatique. Les filles et les femmes sont celles qui supportent les conséquences négatives de ces facteurs. La division sexuelle du travail délimite l'espace qui dédié aux femmes (à l'intérieur) et limite le temps qu'elles ont pour accéder aux services comme la santé ou l'école. L'inégalité des moyens de déplacement permet aux hommes d'effectuer des trajets plus longs alors que les services peuvent se situer à plusieurs kilomètres. La question de sécurité, comme le phénomène de banditisme dans le Sud, est facteur contraignant et qui oblige à organiser des déplacements en groupe. Enfin, le changement climatique peut freiner et ou contraindre les déplacements des femmes et donc limiter leur accès aux services

En plus de la mobilité, l'inégale répartition des services dans les fokontany (écoles, centre de santé, points d'eau) constitue un frein alors que les femmes constituent par exemple les principales usagères de services de santé à cause de leurs besoins élevés liés à leur fonction reproductive. Cela influence les comportements de recherche de santé des femmes et les oblige à se rabattre sur des choix alternatifs qui sont moins sécuritaires pour leur santé. L'accès aux services est également soumis à la décision des hommes, instaurées par les normes sociales, et constitue un obstacle pour l'accès libre des femmes et des filles à ces derniers.

Enfin, l'accès aux aides et soutien collectif qui participent au renforcement de la résilience des populations dans le Sud ne se fait pas de manière équitable et inclusif puisque les hommes font partie des comités de gestion des aides au sein des communautés où ils sont. Dans le Nord, l'implication des hommes et des femmes dans les comités des gestions communautaires est nettement supérieure au Sud mais le manque de données suffisantes ne permet pas de connaitre les conditions d'accès de ces derniers.

1.5. La participation dans la prise de décisions publiques

De manière générale, à Madagascar, la participation des femmes dans les instances de décisions reste encore minoritaire et cette situation est d'autant confirmée au Nord comme au Sud. Les stéréotypes véhiculés et le statut social inégale entre les hommes et les femmes ont déterminé que la responsabilité de la prise des décisions publiques est réservée aux hommes dans les principaux services et comités recensés dans le sud. La participation dans la prise de décisions publiques des femmes n'est acceptée que dans les réunions qui touchent la santé, l'éducation étant donné le désengagement des hommes sur ces questions.

De même, la participation des femmes dans les comités et les associations communautaires est limitée à leur rôle essentialiste de pourvoyeuse de soins et de mères nourricières, ce qui participe à cloisonner et renforcer les rôles sociaux entre les sexes, et limiter les aspirations des femmes et des filles.

1.6. Contrôle du corps et des relations

De façon générale, dans le Sud comme dans le Nord, les hommes exercent un large contrôle sur la sexualité et la vie reproductive des filles et des femmes. Certes, il existe de légères nuances entre le Sud et le Nord du fait des normes sociales et les pratiques culturelles des deux régions, mais la capacité à prendre des décisions sur l'utilisation ou non des méthodes PF et la compréhension des intérêts, ne suffisent pas à convaincre les hommes et les femmes d'en utiliser. La conception et la fertilité sont des critères déterminants qui valident le statut social des femmes et l'utilisation d'une méthode contraceptive représente un frein qui ne leur permet pas de se réaliser en tant que femme. De plus, la fertilité des femmes garantit aux hommes la descendance et la perpétuation de l'héritage, en privilégiant la naissance des garçons. Le contrôle exercé sur la sexualité et la vie reproductive des filles et des femmes, liés aux normes sociales et traditions, ont pourtant des conséquences sur leur SSR puisqu'il encourage des pratiques néfastes et préjudiciables tel que le mariage précoce et les grossesses précoces.

La situation est d'autant plus paradoxale avec le désengagement des hommes à prendre leur responsabilité en matière de SSR et le contrôle exercé sur le corps des femmes. La qualité et le nombre insuffisante des structures sanitaires, le manque de moyens humains doté de compétences professionnelles et le manque de canaux d'informations, constituent les principaux obstacles à l'accès à l'information concernant la SSR. De plus, le désengagement des parents envers leurs enfants et le manque de loisirs et d'activités freine la perspectives et les aspirations de ces derniers, et le poussent à rentrer très tôt dans la vie sexuelle active.

Les conséquences du changement climatiques peuvent influer positivement ou négativement les décisions concernant les naissances et le choix d'utilisation ou non des méthodes contraceptives. Toutefois, les liens entre la santé sexuelle et reproductive et le renforcement de la résilience climatique ne constitue pas encore une évidence pour tous, mise à part ceux qui

utilisent déjà une méthode contraceptive qui constate les bénéfices sur leur bien-être au sein du ménage et sur leur SSR.

1.7. Violence basée sur le genre

Les inégalités de genre, entre les hommes et les femmes, favorisent l'apparition des violences basées sur le genre dans les deux régions. Les femmes et les filles sont celles qui subissent le plus les conséquences négatives liées à leur situation de subordination aux hommes. Dans le Sud, les violences perpétrées sur les filles et les femmes sont d'autant plus visibles dû à la prédominance des normes sociales et des cultures traditionnelles qui justifient et normalisent les actes de violences et brident les possibilités d'émancipation des filles et des femmes.

Les situations de crises liées au changement climatique ne font qu'exacerber ces violences en faisant accroitre la vulnérabilité des filles et des femmes face aux manques de ressources et de moyens.

1.8. Aspirations et estime de soi

La capacité de s'affirmer et donc d'avoir une bonne estime de soi est conditionnée par le soutien, les encouragements et les messages positifs de la part des proches. En revanche, les filles et les femmes ne sont pas du tout encouragées à faire des choix judicieux pour leur santé sexuelle et reproductive ni en ce qui concerne leur émancipation en soutenant leur participation à la prise de décision dans la vie communautaire.

Les facteurs d'oppression ou de privilège qui s'imbriquent et interagissent entre eux font exprimer des besoins et des aspirations différentes entre les individus. Chez les femmes, leurs désirs tournent autour du rôle reproductif, de par les attentes liées à leur genre, en voulant améliorer les conditions de vies au sein du ménage. Un désir qu'on retrouve peu chez les hommes et qui préfèrent plutôt voir ces améliorations s'opérer au sein de la communauté.

2. Recommandations

Les recommandations qui sont issues de cette étude fournis des informations qui aideront les partenaires à affiner la mise en œuvre des activités prévues. Les recommandations ont été organisées selon l'approche holistique du principe d'empowerment de CARE: agence, structure et relation. Cette approche permet de garantir des résultats durables et d'intégrer toutes les dimensions qui englobent le genre.

2.1. Recommandations liées à la capacité d'action (Agence)

- Mettre en place un programme d'éducation complète à la sexualité dans le milieu scolaire, afin de permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances et une capacité de réflexion qui améliorent les attitudes et les pratiques en matière de SSR.
- Sensibiliser et rassurer les parents sur le bien-fondé, les intérêts et les bénéfices retirés de l'utilisation des services SSR, et les appuyer à encourager leurs enfants à accéder aux offres de santé liées à la santé sexuelle et reproductive.
- A l'aide de divers moyens de communication adaptés; liés au genre, à l'âge et au handicap; intégrer dans les stratégies de sensibilisation la fourniture de preuves, d'études, de témoignages, etc. qui permettent de rassurer les hommes et les femmes

sur l'utilisation des services de SSR et de prévenir les idées fausses sur les questions de SSR.

- Mettre en place des actions qui aident les femmes et les jeunes filles à prendre conscience de leurs valeurs et encouragent leur participation au processus décisionnel au sein de la communauté (système de mentorat, formation pour apprendre à diriger, à parler en public, à avoir de l'assurance, etc.
- Renforcer les compétences des dispensateurs de services (AC et personnels de santé), en les formant et en les soutenant sur la mise en œuvre des différentes interventions existantes concernant la promotion, la prévention et les traitements disponibles en matière de SSR.
- Reconnaitre et valoriser les rôles différents des hommes et des femmes dans la gestion et la préservation de la biodiversité locale. Pour cela intégrer dans les stratégies d'action, les savoirs traditionnels et techniques qui peuvent différer entre les hommes et les femmes.
- Renforcer et approfondir les connaissances des gens concernant les liens entre le changement climatique et les questions de SSR afin de renforcer leur résilience.
- S'assurer que les personnels chargés de la mise en œuvre des activités sont sensibles au genre et reconnaissent les spécificités des besoins des personnes vivant à l'intérieur des communautés de la zone d'intervention.

2.2. Recommandations liées aux structures

- Valoriser les connaissances locales concernant les savoirs et les pratiques liés à la SSR et au changement climatique afin de comprendre les obstacles, les aspirations et les facteurs d'influence qui permettent de renforcer la résilience des personnes et améliorer leur accès aux services.
- S'efforcer à adapter les actions à mettre en œuvre en reconnaissant que les hommes et les femmes ne sont pas un groupe homogène et que leurs capacités et leurs besoins sont différents et changeants par rapport à leur parcours personnel.
- Mettre en place un système qui permet aux femmes d'accéder et d'avoir un contrôle sur les ressources (terres, zébus), en regroupant les femmes au sein d'un collectif pour contourner les barrières culturelles qui empêchent les femmes d'accéder individuellement aux ressources.
- Mettre en place un mécanisme social qui s'assure de la gestion équitable des ressources (ex: eau) en promouvant l'équité ou la discrimination positive (système de quota) parmi les membres des comités de gestion.
- L'accès à l'information en matière de SSR doit tenir compte des obstacles en lien avec la division sexuelle du travail, des normes sociales, de la mobilité, de la disponibilité de temps, etc. et doit être adapté en fonction des besoins liés au genre, à l'âge et au handicap. Pour cela, diversifier et mobiliser d'autres canaux d'informations et de fournitures de services liés à la SSR afin de pallier aux obstacles liés à l'accès à l'information et aux services
- Renforcer et assurer une large diffusion de la loi SR/PF, adoptée à Madagascar, au sein des communautés d'intervention pour faire connaitre aux membres de la communauté les droits liés à la santé sexuelle et reproductive.
- Faire en sorte de décloisonner les AGR pour ne pas maintenir et renforcer les rôles traditionnels des filles et des femmes et que la sélection des AGR puisse générer suffisamment de profit pour permettre l'autonomie et ainsi renforcer leur résilience.
- Renforcer le processus de ciblage des ménages en ciblant les catégories des personnes les plus exposées et vulnérables aux conséquences négatives du

changement climatique. Pour cela, analyser la structure du ménage et s'assurer que les distributions d'aide soient effectuées par des personnes neutre à la communauté pour éviter toutes formes de clientélisme et de favoritisme. S'assurer également que les critères de vulnérabilité sont en cohérence avec les conditions de vie et des réalités du ménage.

- Prendre conscience que les conséquences du changement climatique limitent les possibilités de revenus des filles et des femmes et qu'elles sont plus exposées aux harcèlements sexuels. Il est donc nécessaire de mettre en place un système d'alerte qui prévient et signalent tous les risques liés aux harcèlements et l'exploitation sexuelle des filles et des femmes. Ce système doit s'assurer de la confidentialité des victimes afin d'éviter toutes représailles.

2.3. Recommandations liées aux relations

- Sensibiliser et conscientiser les parents concernant le rôle important qu'ils jouent dans l'instauration des normes sociales équitables entre les filles et les garçons dès l'enfance.
- Mettre en place des actions de sensibilisation sur le genre pour les hommes et les femmes, en s'aidant de l'influence des leaders locales pour accroitre le changement de comportement face aux pratiques néfastes concernant la SSR et l'environnement.
- Encourager, dans les messages de sensibilisation, les valeurs liées à la masculinité positive en permettant le partage des responsabilités et la division égale des tâches au sein du ménage. Cela permettra de prévenir les VBG, renforcer la participation des femmes à la vie communautaire en se dégageant du temps, et à l'amélioration de leur accès aux services.
- Voir les synergies d'actions avec les autres acteurs qui travaillent sur la question de la SSR dans les zones étudiées, en apportant un appui technique aux interventions qui ont déjà lieu afin de renforcer leurs actions.
- Développer des stratégies d'action qui mettent en lien les facteurs de stress climatique et la violence basée sur le genre en engageant les secteurs qui n'ont pas l'habitude de traiter ces deux thématiques ensemble. Par exemple, en renforçant les compétences des VOI (Nord) ou des ACN et Mères leaders (Sud), afin qu'ils comprennent le lien entre violence de genre et la pression sur l'environnement. Appuyer ces derniers à encourager et à mobiliser les hommes et les femmes dans la communauté à démanteler les normes sociales qui sont nuisibles aux rapports sociaux de genre et à l'environnement.

3. Conclusion

Au terme de cette étude sur l'analyse genre, menée dans deux zones différentes, au Sud et au Nord de Madagascar, les conclusions de l'étude permettent d'affirmer que le changement climatique a une incidence sur la résilience des communautés et limitent les possibilités d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Les filles et les femmes sont les plus exposées et impactées par les crises liées au climat car elles sont responsables de l'approvisionnement de leurs foyers en nourriture, en bois de chauffage et en eau, de par les normes sociales établies et les pratiques culturelles. Durant les périodes de crises, ces tâches sont particulièrement difficiles et augmentent la charge de travail des femmes et réduisent le budget temps qu'elles ont pour leur permettre d'accéder aux services et accroitre leur autonomie. Ces situations les rendent donc plus vulnérables et influent sur leur comportement en matière de sexualité, sans compter les risques associés sur leur SSR.

Les deux zones présentent des dynamiques différentes concernant les risques liés au changement climatique. Le Sud connait une sécheresse récurrente et une famine chronique *(kere)*, tandis que le Nord est exposé aux inondations durant les périodes de pluies et une déforestation massive de ses forêts et mangroves pour la fabrication du charbon. Ces situations ont un impact sur les moyens de subsistance des communautés et obligent ces derniers à exercer encore plus de pression sur l'environnement. C'est donc un cercle vicieux qui se crée en plongeant un peu plus les ménages dans la pauvreté. Cela engendre des tensions au sein du ménage (VBG) et renforce les normes sociales qui privent les filles et les femmes de leurs liberté.

L'étude a permis de relever que la prédominance des normes sociales et des pratiques traditionnelles liées à la culture constitue la cause sous-jacente à l'inégalité de genre dans les deux régions. Les réflexions menées sur la situation au Nord ont cependant permis de constater que les filles et les femmes possèdent une capacité d'action beaucoup plus large que les femmes dans le Sud. Cela ne suffit pourtant pas à influencer les décisions en matière de SSR puisque les attentes autour de la conception et de la fertilité définissent le statut social des femmes, et ce sur les deux zones. Il aurait été intéressant de pousser les réflexions plus loin afin de saisir toutes les nuances qui permettent de comprendre les rapports sociaux et de pouvoir entre les sexes dans cette zone.

Enfin, l'étude fait part des recommandations destinées à l'ensemble du consortium qui sont importantes pour la suite du projet. Ces recommandations permettront aux différents acteurs de prendre en compte les besoins et les spécificités des communautés afin de les mettre en œuvre dans leurs réponses d'actions.

CARE International UK

c/o Ashurst LLP

London Fruit & Wool Exchange

1 Duval Square, London E1 6PW

www.careinternational.org.uk

Registered charity number: 292506